

Sixième séance

Georges Lisowski, Georges-André Vachon, Rachid Boudjedra and Michèle Lalonde

Volume 17, Number 1-2 (97-98), January–April 1975

Rencontre québécoise internationale des écrivains : l'écriture est-elle récupérable?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1513ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Lisowski, G., Vachon, G.-A., Boudjedra, R. & Lalonde, M. (1975). Sixième séance. *Liberté*, 17(1-2), 235–292.

Sixième séance

(8 octobre 1974 — 10 heures)

Sous la présidence de :

GEORGES LISOWSKI

Communications par :

GEORGES-ANDRÉ VACHON

RACHID BOUDJEDRA

MICHÈLE LALONDE

GEORGES-ANDRÉ VACHON :

Bien, avant de commencer à lire ces quatre pages, je veux simplement dire que ceci traduit moins l'expérience d'un écrivain, car en fait, je n'ai l'expérience ni de l'écriture poétique ni de l'écriture romanesque, ni probablement de l'écriture telle qu'on l'entend aujourd'hui, que plutôt l'expérience d'un polygraphe, c'est-à-dire : j'écris, j'écris dans le sens le plus général et le moins spécifique du mot.

L'ÉCRITURE EST À TOUT LE MONDE

L'écriture est-elle récupérable ?

Oui, parfaitement ! Quel mal y a-t-il à cela ? L'écriture est à tout le monde. Donc, à Polycrate, tyran de Samos, et à Pinochet. Qu'est-ce qui leur interdit, ces despotes, de tirer à soi les textes ? Vous et moi, nous les tirons bien à gauche ! Comme Pinochet, nous leur donnons un sens. Et donner un sens, il me semble, c'est récupérer. Tant pis pour les textes, et pour les bonnes intentions : ce que l'écrivain « voulait dire »,

et qui s'est trouvé aux trois quarts inexprimable. Elles n'avaient qu'à rester dans leur coquille, les intentions. Dans l'aventure de la mise en forme, elles risquent le pire. Ou bien l'intention pourrit en dedans, ou bien elle tente de survivre, morcelée, déchirée, défigurée, en dehors. Du dedans, le dehors ne s'imagine guère. Qu'il y ait là, dehors, un « monde », un milieu qui ne fait que diviser, le dedans ne le conçoit pas ; il ne conçoit pas davantage la mort, seule promesse que ce monde-là en fin de compte sache tenir. Les intentions, c'est naturel, tiennent à leur identité. Elles veulent vivre ! sans que jamais on ne puisse les prendre pour ce qu'elles ne sont pas. Pureté, indivision, identité de soi à soi : imaginées tant bien que mal depuis le dehors, ce sont là propriétés du néant. Dans le « monde », tout file en même temps à droite et à gauche, tout prend en même temps pour le bien et pour le mal. On ne choisit pas son bord. On est tout de suite déchiré en deux. Et vivement la mort ! qui commence par l'usure, la corruption, la récupération.

Encore une fois, quel mal y a-t-il à cela ? Le mal, c'est que le monde soit ce qu'il est. — Mais voilà qui équivalait à peu près à ne rien dire . . .

Et puis, pourquoi l'écrivain devrait-il tant se soucier de ce que deviennent ses écrits ? Comme s'ils étaient à lui, et de lui. Comme s'il était l'auteur des poèmes, des récits, des recueils qui se publient sous son nom.

Ce n'est pas moi qui écris, quand j'écris.

Mais ceci n'est qu'à moitié vrai. C'est bien moi qui « tiens la plume ». Et mon champ d'action est exactement mesuré par le rayon d'exercice des efforts que je déploie pour confronter une intention (à réaliser ? à clarifier ?) avec les règles de la langue, de la logique, d'une sensibilité d'époque et de milieu. A chaque pas, respect ou subversion, respect et subversion des usages : mon pouvoir ne s'étend pas au-delà. Ce qui, dans l'écriture, est de moi, se tient du côté de l'acte, non du résultat : c'est la quantité d'énergie que j'investis dans le jeu. *Jeu*, en effet, car la subversion des règles n'est point *autre chose* que le respect des règles. C'est la même chose, à l'envers. L'autre chose, vient d'ailleurs : c'est le texte. Il se fait, hors de

moi, cependant que je joue le jeu. Et vive la rime, et riche ! et les formes fixes, qui avaient le mérite d'accaparer entièrement (anglais : *to entertain*) les facultés nobles, les laissant insensibles à la vraie nature du produit achevé. Si le texte existe, et tel, c'est que l'intelligence, la sensibilité et leurs comparses étaient occupés à autre chose — qui est parallèle au texte, peut-être ; mais qui en tout cas lui est totalement extérieur.

C'est moi qui écris ? Pas tout à fait. Je fais comme si. Je joue un rôle. Je joue mon rôle, cependant que *cela*, hors de moi, s'écrit. Écrit, le texte n'a pas d'auteur.

La semaine dernière j'essayais justement de mettre en forme le texte de cette communication. Rien n'était encore trouvé : ni le premier mot, ni à plus forte raison le titre. Devant la question posée par les organisateurs de la Rencontre, une seule certitude : je ne voulais pas répondre par un *oui*, *mais...* ou un *non*, *mais...* par un heureux équilibre du *oui* et du *non*. Pourquoi ? Je n'en sais rien. Je ne vois pour l'instant aucune justification logique à ce refus. Simplement, je n'avais pas envie de cela. D'autre part, je ne voyais aucun moyen de répondre, sans plus : « Non, l'écriture n'est pas récupérable », ou « Oui, l'écriture est récupérable ». Ces énoncés, pris comme formulation d'une idée, me paraissaient impossibles à développer. Restait à avouer : Je ne sais pas. Et je commençais à écrire : « L'écriture est-elle récupérable ? Je ne sais pas. Tout d'abord, vous qui posez la question, je ne sais pas au juste ce que vous mettez sous le mot *écriture* », etc., m'appêtant à prendre à parti les intellectuels toujours prompts à tirer à soi, à récupérer les trouvailles de leurs contemporains, philosophes ou sociologues : la notion de récupération, par exemple, et celle d'écriture, qui rebaptise si joliment la notion de littérature. Mais je n'avais pas écrit quatre lignes que je commençais à m'ennuyer moi-même. Cette idée, au fond, était un lieu commun, et je n'avais devant moi rien d'autre que la perspective assez morne de déplier cette idée, de la mener jusqu'à un point raisonnable de développement...

C'est à ce moment que surgit, sans doute provoquée par le mot *tyran*, qui se trouve à la fin du texte de présentation

de la Rencontre, l'image de Pinochet, dans un an, dans dix ans, intégrant à ses discours officiels de grands morceaux du *Canto general*. Pensée sacrilège ! Mais je me disais : au fond, ce sera bien fait — non pour Neruda et ses intentions, qui sont de toute éternité incorruptibles — mais pour le classique *Canto* :

*Antes de la peluca y de la casaca
 fueron los rios, rios eternas...
 fueron las cordilleras...
 el condor o la nieve...
 las pampas planetarias...*

et sa manière délibérément vieillote, discursive, oratoire. *Rios eternas*, *Madre de los minerales*, *Madre de las piedras oscuras*, et le reste : voilà, me disais-je, qui est parfaitement récupérable par une idéologie de type nationaliste, et donc, conservatrice et réactionnaire. Rien, *dans le texte*, ne s'oppose à ce retournement. Et d'abord, Pinochet, si un jour il se met à déclamer des morceaux du *Macchu Pichu*, il n'aura rien retourné du tout. Sitôt écrit, et malgré son « auteur », le texte allait dans tous les sens. Tant mieux s'il fut d'abord récupéré par une idéologie de gauche, privilégiée par un certain Neruda, qui signait l'édition originale du poème, en 1950. Mais cette notation est d'ordre historique, anecdotique. Elle intéresse les professeurs, certainement, et les critiques, dans la mesure où elle apporte de l'eau à leur moulin. Elle n'a pas plus de poids que cette autre anecdote : en l'année 1980, du haut du balcon présidentiel et par un soir de mai, le despote interrompt sa harangue pour réciter quelques vers du grand poème national. Les interprètes et glossateurs de ce temps le trouvent excellent. Ils établissent sans peine que tel est, que tel a toujours été le vrai sens de ce texte. Ils sont des méthodes pour cela...

Dans un futur quelque peu éloigné, mais point trop hypothétique, Pinochet, donc, récite des vers. A un moment donné, l'image est parfaitement au point. Cela, tout de suite, me donne un titre : « L'écriture est à tout le monde », et un premier train de mots : « L'écriture est-elle récupérable ? Oui, parfaitement ! » Ce n'est plus une idée, c'est une affirmation.

Reste à écrire, sur cette lancée, un texte d'un gabarit déterminé, en laissant les facultés supérieures faire leur aveugle petit travail de prospection, de détection, de police. Je sais seulement que j'ai écrit avec beaucoup de plaisir ces quatre pages. Mais il y a autre chose.

Je sais aussi qu'entre ce que j'appelle mon travail et ce qui s'appelle le texte, il n'y a pas, en tout cas je ne vois pas, plus de rapport qu'entre, par exemple, le presse-citron et le jus. Si le rapport existe, il est de causalité purement extérieure et accidentelle. Ce texte n'est pas plus de moi, que ne sont de nous, ni en relation avec nous autres qu'accidentelle, les enfants, qu'en pensant à autre chose nous mettons au monde. Me soucier de ce que cela devient : voilà qui peut être, pour le texte comme pour l'enfant, nuisible, et pour moi, inutile. Écrit, le texte a parfaitement rempli et terminé son rôle, par rapport à moi. Il a pu me permettre, dans le labyrinthe des chemins et des mouvements mécaniques qui constituent l'écriture, de poser un acte, ou le commencement d'un acte — libre. Hors de moi, dans le lieu du sens et du contresens, le texte poursuit une carrière sur laquelle je n'ai aucune prise. Je puis seulement souhaiter que quelqu'un, le lisant, et sur la lancée peut-être d'un contresens, y prenne le goût d'écrire, ou quelque vague idée de ce qu'est la liberté. Voeu pieux, livré au bon vouloir de Tout le monde ; qui ne sera ou ne sera pas exaucé. Qu'importe !

Quand j'écris, c'est pour moi seul que j'écris.

RACHID BOUDJEDRA :

En résistant à l'intégration idéologique, en essayant d'être autonome et de s'alimenter à sa propre source, l'écriture ne risque-t-elle pas de se couper du réel qu'elle tente, dans sa démarche, de transcender, voire de transgresser ?

Ce réel — et il n'est pas question ici du réel plat ou du réel « réaliste », mais d'un réel perçu par la subjectivité touffue du créateur, baraté par son imaginaire déformant, clos

par la structure qu'il lui a choisi et fracassé par le style qu'il a adopté — ce réel, donc n'est pas si compromettant qu'il faille le voiler. Ça c'est le propre même de la littérature que de dévoiler, sans pour autant abandonner la distanciation si nécessaire à sa perfection. Ce qui n'empêche pas non plus l'écrivain de garder une attitude de vigilance qui serait fondée théoriquement sur la critique de ce qu'il produit et poétiquement sur la méfiance vis-à-vis d'un objet récalcitrant autour duquel il tourne et qu'il doit contourner très précautionneusement pour mieux le saisir.

Ce réel, loin d'être compromettant, est implacable plutôt et quoiqu'on fasse on ne peut pas s'en défaire ni l'éviter. Au contraire l'écriture ne fait que buter dedans et irrémédiablement l'idéologie transparait derrière l'émoi poétique. Car c'est de cela qu'il s'agit : l'idéologie est partout, le sens du monde effleure et l'écriture se retrouve une fois de plus, intégrée à un système de pensée et donc d'action — où est donc, alors, cette autonomie de l'écriture ?

L'écrivain a tendance à abstraire — lui le sorcier de la modernité — tous les obstacles par la magie des mots. Il désigne les obstacles en images et travaille à rendre le réel inoffensif. Mais ce réel est très offensif. Ils est même agressif, pavé de bêtises et cerné de fusils.

Les obstacles sont nombreux, auxquels l'écrivain est confronté. D'abord, l'écriture elle-même. Nous voulons ici parler du vertige devant la présence ou l'absence d'accumulations de signes véhiculaires de signifiants ou maussades ou tentés par le vide ou même néantisés par la brûlure du napalm au Viêt-nam et en Palestine qui exige le silence plutôt que la vocifération ou la logorrhée. Et c'est ce même vertige qui fait de l'acte d'écrire non pas une libération comme le préconise la catharsis aristotélicienne ou la théorie de l'évacuation chez Bruno Bethelheim, mais surtout un épuisement, voire un dépérissement.

L'autre obstacle insurmontable, c'est le rapport écriture-lecture, qui fait de l'écrivain un producteur qui ne sait jamais où va le produit qu'il a mis en circulation ni quel va être son devenir.

Le troisième obstacle auquel l'écriture est confrontée est le pouvoir politique. En fait le rapport entre l'écrivain et le pouvoir est un rapport typiquement dialectique, c'est-à-dire un rapport où l'écrivain n'est pas nécessairement la victime. En effet si le pouvoir peut être oppresseur vis-à-vis de l'écrivain, il est aussi fasciné par lui dans la mesure où l'acte d'écriture est une forme de pouvoir qui concurrence l'acte de gouverner. L'homme d'Etat se pose comme créateur et comme innovateur et l'écrivain se prend souvent pour un voyant. D'où l'interférence constante entre l'écriture poétique et l'agir politique.

Perdre de vue cette idée c'est avoir une attitude de mauvaise foi.

Alors l'écriture est récupérable ? Certes oui ! En tant qu'écrivains algériens de langue française, nous sommes récupérés par l'ancien colonisateur et notre complexe d'anciens colonisés nous renvoie une image hideuse de nous-même. En effet, le colonisateur nous a légué sa langue non par philanthropie mais dans le but que nous l'aidions à perpétuer son règne. Du coup, il nous a dégradés, ravalés malgré nous à un rôle de mouchards, dans la mesure où nous faisons partie de l'infime minorité qui a eu grâce à ses yeux et qu'il comptait récupérée. Certes nous avons pris les armes contre lui, mais il nous avait déjà marqués de son empreinte indélébile : l'alphabet français devenu un tatouage porté par nos mémoires comme une balafre ou mieux une boursouflure horrible à travers laquelle nous allons faire passer notre vision du monde aliénée par la perte de notre identité.

Il est vrai que nous essayons actuellement de rendre sa monnaie au singe et comme les écrivains noirs d'Amérique du Nord, nous tentons de détruire sa langue. Mais c'est un leurre ? Car l'acculturation demeure vivace et la paresse nous empêche d'aller jusqu'au bout de notre revendication. Il est beaucoup plus facile de nationaliser le pétrole que de se défaire de ce carcan linguistique. Exténués, nous tombons dans la dérision. Les plus courageux d'entre nous vont jeter des bombes dans cette langue, mais au lieu de la mettre en morceaux, nous risquons de la révolutionner et donc de l'amé-

liorer, c'est-à-dire de rendre son adhésion au réel plus diversifiée, et ceci au détriment de notre propre langue qui, en nous, va mourir chaque jour un peu plus

A moins que nous nous reprenions et que par notre attitude terroriste vis-à-vis de la langue française, nous nous engluions dans l'humus maternel : la langue des ancêtres que ce même colonisateur a perpétuée dans l'ignorance et l'analphabétisme, les coupent ainsi de nous et rendent notre rapport avec eux simplement tragique.

Voici un exemple concret de déchirement vécu par nous comme une récupération contre laquelle tous nos efforts viennent se briser, car l'idéologie dominante est encore celle de ceux qui nous colonisaient hier, malgré les coups que nous assénons à la bête, certes malade, mais loin d'être mourante.

Non seulement nous sommes édités dans la gueule du loup mais nous dépendons des critiques français qui, quand ils sont de gauche sont paternalistes et quand ils sont de droite sont abjects. De toutes les manières, nous sommes récupérés ! Pour les uns, nous sommes des petits génies issus tout droit de la sauvagerie ; pour les autres nous sommes des vampires ou des pornographes car nos romans baignent dans le crime et le viol.

Au nom de la francophonie, le pouvoir politique en France crée des prix et automatiquement récupère ceux d'entre nous qui les reçoivent même lorsqu'ils les refusent. Et en ce sens, nous pouvons parler d'un néocolonialisme culturel dont le but est la récupération des intellectuels du Tiers-Monde, dont les écrivains. Il en est de même de l'écrivain français qui vient à Alger faire des conférences qui lui sont grassement payées, au Centre culturel français. Il est récupéré lui aussi quelle que soit sa sympathie pour le public autochtone et devient à son tour un instrument de propagande impérialiste et donc d'oppression. Certes, il est facile de faire le procès du néocolonialisme, mais quel bel exemple de récupération !

En ce qui concerne les rapports de l'écrivain avec le pouvoir public de nos propres pays du Tiers-Monde engagés plus ou moins inégalement et plus ou moins efficacement dans le

processus de développement économique, ils ne sont pas toujours faciles. D'autant plus que nous manquons réellement d'un public qui nous soutienne. Par exemple, en Algérie, 60% de la population est analphabète et ceux qui savent lire ont l'âge de notre indépendance et sont donc trop jeunes pour accéder à nos oeuvres. La solitude ici n'est pas une métaphore c'est une réalité douloureuse.

Qui nous lit alors ? Une mince couche de technocrates et de bourgeois nostalgiques qui trouvent dans notre propre contestation qu'ils déforment et détournent à leur profit, un alibi politique. Là encore nous sommes récupérés.

L'écrivain du Tiers-Monde quoique suspect et quelque peu toléré tire profit de son martyre, le dramatise et l'exagère. En réalité, c'est un privilégié. Privilégié du savoir et de l'argent si on le compare au paysan analphabète et pauvre.

Par rapport au pouvoir lui-même, la mauvaise conscience épisodique de l'écrivain l'amène parfois à composer avec le pouvoir politique parce que cela lui semble découler d'une analyse politique correcte. En Algérie par exemple, il nous fallait tenir compte d'une certaine réalité. — Le pouvoir que nous aurions tendance à critiquer à travers ses imperfections et les scories sociales, économiques et psychologiques qui en découlent est un pouvoir carrément anti-impérialiste qui a choisi la voie non capitaliste de développement dont les réalisations s'appellent réforme agraire, récupération totale des richesses nationales, médecine gratuite, scolarisation totale des enfants de la tranche d'âge 6-12 ans, etc. . .

Il est difficile dans ce cas pour des écrivains engagés — parce que les longs discours sur la gratuité de l'art sont eux aussi une forme d'engagement qui ne tend qu'à camoufler sa couleur — de ne pas se sentir concernés, de rester en dehors d'une telle gestation. Et le fait même d'être concernés va affaiblir cette exigence culturelle du refus que certains jeunes écrivains chez nous ont transformé en véritable école littéraire. Pour ces jeunes qui ont le sentiment qu'ils sont récupérés, la difficulté est énorme.

En fait l'écrivain du Tiers-Monde, s'il est souvent victime de l'autoritarisme du pouvoir, n'est pas toujours une victime

expiatoire. Il a des soupapes et l'une d'entre elles s'appelle récupération. D'autant plus que souvent l'Etat met entre lui et ceux qui le contestent, d'autres écrivains transformés en censeurs implacables et beaucoup plus agressifs que ne pourraient l'être des bureaucrates !

C'est pourquoi, il faudrait se délester de cette illusion qui a prévalu ici et qui consiste à se convaincre que l'écriture échappe par son essence même à la récupération. Solejnitsyne — cet écrivain moyen et cet homme de droite slavophile a eu le courage admirable de s'opposer à un Etat autoritaire mais il a été récupéré par l'Occident qui est loin d'avoir les mains propres.

Aussi, nous suggérons de remplacer la mauvaise foi de l'écrivain par une mauvaise conscience sur le qui-vive ou une conscience douloureuse qui lui serve de vigile afin qu'il ne tombe pas dans la facilité de la complaisance. En effet, il nous semble que l'écrivain, un peu partout dans le monde, se sentant dépossédé progressivement de sa qualité de sorcier, tend de plus en plus à baigner dans un climat fait de complicité et d'ambiguïté qui rend sa démarche de plus en plus chaotique. Car que nous sachions, nous autres écrivains algériens, que ne faisons pas partie de la même classe que les paysans pauvres des Aurès ! Complicité donc et ambiguïté parce qu'écrire n'est-ce pas déjà une façon de se réinsérer dans le monde ?

MICHÈLE LALONDE :

Je vais simplement faire écho aux aveux d'incompréhension qui se sont fait entendre hier et avant-hier, et ce matin même, dans cette salle.

Pour être tout à fait franche, je ne comprends rien à cette question : « l'écriture est-elle récupérable ? ». Plus précisément cette interrogation imprimée rouge sur blanc dans le petit dépliant qui accompagnait l'invitation à ce colloque et reformulée en langue un peu énigmatique dans les trois derniers paragraphes destinés à stimuler nos facultés, cette interrogation, dis-je, est venue brouiller toutes les pistes d'une

réflexion qu'il me semblait pourtant avoir systématiquement et presque obsessionnellement poursuivie, au cours des dix dernières années, par le biais d'une expérimentation qui m'a conduite, d'une activité littéraire tout à fait conventionnelle, à une autre plus intégrée aux manifestations collectives.

Bref : la question me dépoussède brutalement, d'un sujet que je croyais très familier avec lequel du moins, il me semblait avoir suffisamment jonglé pour être en mesure de trouver ici quelque chose de pertinent à dire. Or, je n'ai rien à dire ; et à tous les propos pourtant intéressants qui ont été échangés dans cette salle au-dessus du conventionnel tapis vert qui feutre l'éclat des émotivités, à toutes les remarques adressées de part et d'autre du grand rectangle vide et d'abstractions courtoisie qui nous sépare dans cette pièce, j'avoue n'être parvenue à prêter pendant plusieurs heures qu'une oreille inattentive, sans cesse distraite par ma tentative de capter sur les visages familiers ou inconnus — vos expressions concentrées dans l'effort d'écouter — les véritables interrogations personnelles... L'écriture est-elle récupérable ? Quelle écriture ? L'écriture de qui ? La vôtre Jean-Pierre Faye, la tienne Paul Chamberland, Jacques Godbout, Fernand Ouellette, est-elle récupérée, neutralisée par le prestige d'écriture ou menacée de quelque autre échec ? Dans quelle mesure est-elle menacée d'échec ?

La mienne l'est, récupérée. Par la droite, dans la mesure où je publie ou me prête à une commercialisation douteuse, ou bien cède à la coquetterie d'être lue par les critiques et avalée par les compilateurs d'anthologies canadiennes bilingues ; mais, curieusement, étant un écrivain qui publie le plus souvent hors des cadres conventionnels de l'édition (sans grande régularité d'ailleurs) et qui, par conséquent prête peu le flanc aux manoeuvres récupératrices de la critique littéraire institutionnalisée ou de la bi-culture officielle, je suis le plus souvent récupérée par la gauche, d'ordinaire honnêtement, mais quelquefois contre mon gré, et par le moyen des coupures ou mêmes des manipulations de texte au détriment du sens profond dont j'avais cru investir mes écrits. (Je vous fais grâce des anecdotes qui pourraient témoigner des menus malheurs d'un

écrivain obsédé par le thème de la libération collective et à tournure d'esprit marxiste, mais qui n'appartient dans ce pays à aucune faction de gauche très précise...)

Mais même quand je tente de me récupérer moi-même, hors de la turbulence des choses publiques, dans l'intimité de mon journal personnel, il m'arrive de voir intervenir au-dessus du cahier où je m'imagine être en train de donner libre cours à mon intériorité dénudée de toute artificielle rhétorique — soit dit en passant, le journal intime est le seul texte que l'on estime superflu de signer — il m'arrive de sentir la pression des super-egos linguistiques ou idéologiques ou stylistiques qui habitent l'écrivain et me désidentifient, me désincarnent sans cesse, subrepticement, en tant qu'interlocutrice ou lectrice de ma propre confession. A tel point que je suis contrainte, à chaque détour de paragraphe, de m'arrêter pour ajouter, comme une note en bas de page, cette observation qui résume le constant échec de l'écriture et qui du même coup la relance : « ce que je viens d'écrire n'est pas tout à fait exact, n'est pas tout à fait juste, n'est pas tout à fait vrai. »

Je ne peux donc pas être indifférente aux observations de ceux qui proposent d'analyser cette activité singulièrement, menacée et constamment dédoublée qu'est l'écriture. Mais, je parviens difficilement à saisir cette problématique à l'aide d'une terminologie mise au point par d'autres à partir d'une réflexion sur leur propre expérience, ou sur les échecs particuliers de leur propre culture.

Par manque de familiarité (c'est-à-dire dans la mesure même où je manque de familiarité) avec cette expérience, ce vécu intime de l'autre, et non par refus d'entendre un vocabulaire spécialisé ou de m'accommoder d'une quelconque grille d'analyse, j'en suis réduite à une incompréhension qui me reflue ni plus ni moins sur ma propre tentative de démythification ou de constante surveillance de ma propre écriture. Pour tenter de traduire ici en termes un peu plus clairs le « je-ne-comprends-rien » de mon introduction, je crois utile d'affirmer la pertinence d'une épistémologie de l'écriture ; le niveau fatalement abstrait des discussions de cet ordre ne me déroutent donc pas *per se* ; mais ce qui risque de m'échapper ici,

c'est, comment dire, leur poids d'inquiétude subjective, leur dynamique affective, leur nécessité, leur fondement, existentiels.

La question personnelle que j'adresse aux participants de ce colloque est en quelque sorte celle-ci : « quels pouvoirs étrangers, (pouvoirs au pluriel) vous occupent jusque dans le moindre menu geste d'écriture ? Qu'est-ce qui pour vous, pour vous précisément, *en vous*, menace quotidiennement de neutraliser la signification profonde de votre tentative d'écrire (c'est-à-dire de transgresser le langage, de transgresser l'ordre, le déjà-prononcé du système) ; et quel système menace de vous condamner à l'échec ? »

En ce qui me concerne, j'écris dans l'ambiguïté de notre situation nationale très particulière, bien sûr, et mon activité langagière, si contestataire ou libératrice qu'elle s'efforce d'être, se trouve à tout moment prise au piège de l'un ou l'autre des cercles concentriques tracés l'autre soir par Miron, sur le grand tableau noir de la problématique québécoise.

Or, cette ambiguïté fondamentale, elle se reproduit partout, elle en engendre d'autres plus subtiles, elle est un multiplicateur d'équivoques, elle est au-dessus de nos têtes comme ces énormes boules recouvertes de petits miroirs qu'on trouve suspendues au plafond des discothèques ou autres lieux d'évasion et qui renvoient sur le danseur, sur tout ce qu'il voit et sur ceux qui le voient des effets de lumière stroboscopique qui créent l'atmosphère d'irréalité.

Cette communication même, ce texte écrit difficilement, (car écrire malheureusement pour moi est un exercice laborieux, que ne facilite aucune promptitude de l'esprit discursif) et ce texte est menacé de non-sens et risque de tomber dans une de ces ambiguïté secondes très particulières qui est celle de cette Rencontre internationale. Le vague malaise éprouvé par un peu tout le monde, et qui a trouvé l'autre après-midi son exécutoire dans la joyeuse dénonciation des hautes voltiges ou des tics de vocabulaire des participants enclins à la théorie, naît directement, je crois, d'une telle ambiguïté. Et si j'ai une chose à faire ici c'est de tenter au moins de la dissiper, et d'affirmer du même coup l'utilité, la néces-

sité des efforts de réflexion théorique sur le phénomène de la récupération.

Je me présente personnellement volontiers comme une praticienne de l'écriture, un drôle d'oiseau qui vole souvent très bas, mais je suis trop convaincue de la nécessaire dialectique de la théorie et de la praxis pour ne pas voir la nécessité d'une telle réflexion, si ardue et piégée soit-elle. Je dirais même que c'est chez nous ce qui manque le plus en ce moment, et vous comprendrez tout à l'heure pourquoi.



C'est assez simple : j'ai dit l'autre soir aux écrivains étrangers qui assistent à cette Rencontre : vous êtes dans un non-pays, vous êtes dans le non-Québec, et ceux qui vous accueillent ne sont en vérité Québécois que dans le texte d'une déclaration d'indépendance que collectivement nous tentons d'écrire et que nous écrivons pour l'instant sous forme de poèmes ou d'oeuvres romanesques ou autres tentatives d'expression de notre réalité et de notre identité profonde. Nous ne sommes Québécois qu'en paroles ; c'est, à l'échelle d'un destin collectif, la super-ruse d'une écriture qui tente de récupérer tout ce qu'il y a de vivant et de profondément créateur dans ce peuple dont nous tenons cette parole, et assumons l'obstinée volonté de se raconter, de se définir, de se proclamer au monde et dans le monde.

Dans l'ordre impitoyable de la réalité et des faits, cependant, nous ne sommes pas des Québécois, nous sommes des Canadiens français, et rien d'autre. Et vous-mêmes, dans cet hôtel, dans l'automne rougeoyant de cette belle province de l'Est du Canada, vous êtes avec nous au *Canada-français*. Dans ce non-Québec donc, il ne peut y avoir à proprement parler de *Rencontre québécoise internationale* des écrivains mais tout au plus des Québécois-selon-la-parole, prêts à reconnaître leur humanité et à réfléchir leur prise de conscience dans toutes les cultures, et qui appellent à leur rencontre des interlocuteurs fraternels.

Nous ne sommes Québécois qu'en projet, en paroles, dis-je, et en vertu des mots, du pouvoir d'expression que nous te-

nons de la collectivité. Et, sous la pression cumulative des événements historiques et des lois, ce pouvoir décroît, il rapetisse, il devient, à l'intérieur de ces multiples anneaux économiques et politiques, le point minuscule, l'idée fixe, la drôle de conscience nationale et de lucidité pas-drôle-du-tout, la volonté d'affirmation et de protestation qui piaffe, piétine et joulise contre les forces qui l'encerclent. Là pour nous se situe la problématique de la récupération, on l'aura compris.

Elle nous invite à nous opposer quotidiennement et parfois sans véritable nécessité stratégique à toutes les puissances assimilatrices et, plus immédiatement, à cette étape-ci de la lutte, au pouvoir fédéral, et à tous ses gouvernements, organismes ou idéologies subalternes ; bref, à tout ce qui est susceptible de renforcer ou même parfois tout bonnement de symboliser ce pouvoir central. Pour donner idée des menus raffinements de ce combat, il suffit de rappeler la générosité du gouvernement en question, sa largesse, sa capacité d'ingurgiter et de digérer quasiment toutes les couleuvres d'une littérature dite de contestation.

Par le truchement des organismes à mission culturelle pan-canadienne et à caractère officiellement apolitique qui relèvent de lui, le gouvernement central (compte tenu de l'inertie de nos dirigeants québécois) non seulement subventionne l'édition, mais attribue des notes d'excellence à des oeuvres qui décrivent le système avec virulence. Un prix annuel du Gouverneur général, par exemple, auquel est attaché un chèque important, et tout le symbolisme de la monarchie britannique qui a commandé le processus de notre lente colonisation, est régulièrement offert à des poètes, des romanciers ou des essayistes indépendantistes, qui pour sauver leur entreprise de l'ambiguïté le refusent régulièrement. Il existe depuis quelques années une tradition du refus du Prix. Mais cette tradition ne commande pas l'unanimité des écrivains, en quoi elle perd forcément de sa signification. D'autre part, le geste de refuser de semblables récompenses, ou de verser la somme offerte à tel ou tel mouvement d'opposition au pouvoir ne tire pas l'écrivain qui le pose de l'équivoque coloniale et quoi qu'il fasse, l'individu colonisé ne peut échapper à l'ambiguïté de sa situation quotidienne.

Voilà un exemple assez concret pour nous donner idée de la réalité de cette problématique de la récupération, de son caractère souvent très prosaïque.

Or, que se passe-t-il dans cette petite tragi-comédie que je viens de décrire et qui passionne plus d'un moraliste, le refus ou l'acceptation d'un prix ? Il se passe ceci : les oeuvres sont couronnées en tant qu'expression de la vitalité originale du grand tout pan-canadien, et non en tant qu'expression du peuple qui périt dans ce tout. L'écriture du lauréat paraît ainsi jaillir d'une saine et vigoureuse dialectique des deux cultures, et non d'une volonté de dénoncer le vice profond de cette dialectique, qui n'est autre que celle du minoritaire et du majoritaire.

En un sens, le système dans sa magnanimité semble récompenser la subversion. Mais ce qu'il réussit, c'est une négation efficace, une neutralisation du contenu de l'oeuvre ; car ce qui est privilégié en définitive c'est la perfection formelle, la réussite, la rhétorique, c'est cela qu'on honore. Tout se passe comme si l'oeuvre en question n'avait sérieusement aucun sens. Ce que l'on consacre, c'est l'art de dire, de dire au fait n'importe quoi, pourvu qu'on le dise admirablement. Ce qu'on récupère c'est la signature. Il y a là un jeu délicat des pouvoirs de dire et d'interdire ; ce menuet de la récupération prend place dans la conjoncture politique qui nous est particulière, mais ailleurs en Amérique, en Afrique ou en Europe, je l'imagine, avec d'autres pas-de-deux tout aussi épuisant.

*

Je n'amène cette illustration de notre problématique que pour mieux rejoindre mon propos. Avant la création de ces Rencontres internationales, il y eut suivant l'évolution de la prise de conscience collective, des *Rencontres d'écrivains canadiens-français*, puis des *Rencontres d'écrivains québécois* qui nous ont surtout, à l'origine, permis de nous constituer en intelligentsia et groupe de pression. Car avant cela, dans ce pays des grandes distances et des communications sans cesse entrecoupées par l'immense discours anglo-américain, nous

travaillions isolément et nous ne nous connaissions pour la plupart que de nom.

Jusqu'à ces trois dernières années, tout se passait donc ni plus ni moins en famille. Les thèmes proposés à nos délibérations passèrent de l'abstrait au concret, si bien qu'à force de parler de poésie canadienne-française, nous en sommes venus à parler de l'écrivain québécois et des mass-media, de l'écrivain et de la révolution, de l'écrivain et des pouvoirs. Et sur cette question précise à laquelle se rattachait implicitement celle de la récupération, il se produisit en deux ans une sorte d'éclatement du milieu littéraire qui, jusque là, paraissait désireux de trouver ses solidarités.

Comme celle d'aujourd'hui, ces rencontres étaient subventionnées par le Conseil des Arts du Canada, et la question de savoir si nous n'étions pas tous réunis dans le lieu même d'une récupération systématique fut débattu furieusement et sur un mode très émotif, dont en vérité on ne l'a depuis jamais tout à fait débarrassée. L'absence d'un bon nombre d'écrivains québécois à ces réunions internationales instituées par la suite, reflète, en partie du moins leur position sur cette question et non, je l'espère, leur indifférence. Cela, je crois, doit être dit, et démontré en même temps la difficile résolution, au plan des engagements personnels, du problème que nous avons ici tenté de saisir.

Pourquoi suis-je moi-même ici, puis-je à mon tour me demander ? Eh bien, j'y suis, je crois, pour faire, littéralement, acte de présence ; et dans une certaine mesure faire échec au danger de repli sur soi qui guette le milieu littéraire et les intellectuels québécois en un temps très difficile où, à défaut de l'indépendance politique, nous sommes portés à des conduites surcompensatoires, (surjoualisantes, surquébécoisantes) qui nous tiennent lieu d'affirmation et nous persuadent, dans une intimité sur-sécurisante, que nous existons.

Mais la question posée, celle de notre récupération, reste ici entière.

Il y a donc dans ces rencontres une nécessité profonde en même temps qu'une ambivalence terrible ; il y a quelque chose de très authentique, mais aussi d'étrangement faux, car nous autres Québécois, pris dans l'engagement quotidien d'une

lutte de libération nationale, n'avons pas les moyens d'offrir à qui que ce soit le luxe des coquoques confortables assis sur les argents d'une banque impériale ou même tout bonnement nationale, et en toute honnêteté et franchise, par les temps qui courent, nous ne pouvons inviter le monde qu'à partager la familiarité de nos réunions de cuisine ou de nos comités de citoyens, le malaise quotidien de nos débats linguistiques et politiques pour ne pas dire de nos chicanes, et, ultimement, je l'espère cependant, la chaleur de nos solidarités.

— DÉBATS —

GEORGES LISOWSKI :

Eh bien ! je crois que finalement ce sujet si fréquemment contesté, par moi-même aussi, dans des formulations diversement provocatrices, n'était pas si mauvais, si l'on en juge par la qualité des interventions qu'il nous a values.

Je pense que nous avons encore trois quarts d'heure, je note d'abord Godbout, Ouellette, Gaston Miron, Jean-Pierre Faye, François Ricard.

Alors, nous allons commencer par Jacques Godbout.

JACQUES GODBOUT :

Bon ! Je fais ce qu'il ne faut pas faire habituellement dans une émission de télévision par exemple ; vous laissez parler tout le monde, vous prenez le dernier cinq minutes, vous vous en tirez haut la main... J'ai demandé la parole tout simplement le premier, parce qu'hier, en particulier, on s'était perdu dans un certain malentendu.

Non pas que je le regrette, c'est que les malentendus nous permettent parfois de discuter.

C'était au sujet d'un article que j'avais écrit il y a déjà un bon huit mois, et qui a paru dans *Liberté* — qui est la revue qui publie les textes le plus rapidement au monde — et dans cet article paru dans un numéro de *Liberté*, qui comme par hasard vous a été remis quand vous êtes arrivés au Québec, à Montréal, un peu comme une espèce de carte de bienvenue, ce qui a pu gêner effectivement... Je ne l'ai pas

relu, mais après avoir entendu les commentaires, ce n'était vraiment pas l'article à publier, c'est de là qu'est parti le malentendu, enfin, je ne m'adressais pas à vous là-dedans. Puisque maintenant je sais qu'il n'y a pas d'impérialisme français, je prends pour acquit qu'ils ne sont pas des agents de Paris, mais qu'ils portent le poids de ce qu'ils pensent.

Cette nuit jusqu'à 4 heures et demie du matin, nous étions quelques-uns à discuter ; j'ai compris beaucoup de choses, je n'ai qu'un regret, c'est que les plus jeunes parmi ceux qui étaient là soient arrivés en retard, sauf peut-être Nicole, et qu'ils ont raté les interventions de ce matin qui enchaînaient bien sur ce qui s'était dit.

J'ai appris cette nuit par exemple que les marquises ou les femmes savantes, les théologiens apparaissent, semble-t-il, régulièrement en France, que ce byzantinisme serait, comme disait Bourniquel, une espèce de venin français.

Donc, je veux en fait être très bref. Comme disait Renard, après 25 minutes : *bref*. J'ai trouvé ça fantastique que vous mettiez le mot « bref », absolument fantastique, après 25 minutes, il faut être français pour faire ça !

JEAN-CLAUDE RENARD :

Il faut être un peu cinglé comme je le suis.

JACQUES GODBOUT :

Je veux plutôt vous remercier de m'avoir en quelque sorte libéré. Il y a des choses que j'ai comprises, il y a des choses que j'ai vues à mesure que le colloque avançait, j'ai compris que la cage dans laquelle je m'imaginai être et où la critique m'avait enfermé, n'était qu'une cage de papier, en fait. Je peux la déchirer facilement, ce que je vais faire tout à l'heure en rentrant dans mes terres. Je vais retourner à ma prose descriptive, utilisant des référents immédiats qui ne sont pas devenus pour moi insignifiants. Je vais continuer peut-être à voler bas, parce que ça c'est vraiment l'insulte que j'ai la moins digérée, d'autant plus que les aigles que nous proposaient un des conférenciers me font peur, ils me font peur parce qu'ils me rappellent du côté de mon enfance en tout cas l'image hitlérienne et du côté de ma vie adulte, le président des Etats-Unis.

Les aigles comme les B. 59 volent très haut ; je conclus que la perte du référent (c'est un mot que j'ai appris ici, si je l'utilise trois, quatre fois, ce mot technique, après je peux peut-être le redonner) donc, la perte du référent dépend probablement de la place qu'occupe dans l'histoire chacun de nos pays.

Chacun de nos pays occupant différents espaces, il nous est parfois difficile de communiquer. Cet espace n'est évidemment pas le même pour la France que pour le Québec.

J'ai déjà lu une intervention d'un Espagnol dans le *Nouvel Observateur*, il y a huit ou neuf ans, qui disait : « Ecoutez, ne nous demandez pas de faire du nouveau roman, on n'a pas le temps. »

La dernière phrase que je veux dire c'est que Boudjedra est un écrivain étonnant, qui en parlant des Algériens raconte l'histoire des Polonais que sont les Québécois qui semblent habiter le Danemark.

FERNAND OUELLETTE :

Je vais tenter de me situer par rapport à la récupération, tenter de souligner ce que moi-même j'entends par récupération, et pourquoi, au fond, ce thème, à un moment donné, m'a intéressé.

Il y a d'abord que je continue à croire au sujet, donc au « je » sujet, au sujet écrivain. Malgré ce qui a été dit, il est évident pour moi que je suis un *sujet écrivain* dans une situation. Je suis en rapport dialectique avec une situation existante, je suis en rapport dialectique avec mon propre moi, je suis en rapport dialectique avec tout ce qui se passe avec l'aujourd'hui, avec l'histoire, avec les pouvoirs.

Je vois cela un peu de la façon suivante : je considère le poème — parce que je suis surtout poète — je considère le poème comme fondamentalement un *trajet dialectique*. D'ailleurs, pour moi, l'écriture véritable ne peut être que trajet dialectique. Où je ne marche pas, où je n'accepte pas que le pouvoir intervienne, c'est lorsque celui-ci me dit (à propos de mon trajet dialectique) : « Arrête ! ta synthèse est là ! » Je pense que tout trajet, tout travail d'écriture ne peut être que dialectique, par conséquent je n'accepte pas qu'un pouvoir

quelconque me dise : « Ta synthèse est celle-ci » Je revendique le droit de continuer indéfiniment jusqu'au bout mon trajet dialectique.

En ce qui me concerne, comment puis-je savoir si je suis récupéré ou non ?

Je dirais que je me sentirais récupéré si, sous la pression de divers pouvoirs ou divers événements, je suspendais mon trajet dialectique. Par contre, dès l'instant où je continue moi-même, en toute sincérité, le travail dialectique de mon écriture, quelle qu'en soit par la suite la récupération par les pouvoirs, ça n'entame en rien ma propre sincérité. On ne peut être récupéré que si on veut l'être (je parle du sujet écrivain, bien sûr).

Objectivement, si on regarde la situation, j'en conviens, on est à peu près tous récupérés. Mais ça ne veut pas dire, parce que les gens croient me récupérer, que je me sens récupéré. C'est une autre question. Je pense qu'il faut revenir à une attitude de distance vis-à-vis de la récupération et la considérer également de l'extérieur.

Quand on a parlé de la récupération, on a toujours regardé du côté des gens qui récupèrent ; mais je crois qu'il faut de temps en temps penser au sujet qui écrit, lequel peut être un homme allant au bout de lui-même, sans se considérer récupéré. Je pense que c'est une dimension de ce thème que l'on n'a pas mise assez en évidence.

GASTON MIRON :

D'abord, à Boujedra : il a signalé, à mon avis, un point qui a été souvent évoqué ici, et même détaillé, quand il a dit : « Notre fragilité comme écrivains algériens face au pouvoir, c'est que nous n'avons pas de public. Ou il y a une absence de public, ou ce public est très mince. » C'est ce qui forme la fragilité de ce lien, cet état de fragilité face au pouvoir ; c'est bien ça ?

RACHID BOUDJEDRA :

Oui.

GASTON MIRON :

Alors, on a souvent dit ici que l'écrivain avait perdu ses

pouvoirs, etc... En fait, je crois que l'écrivain ne peut pas éviter le pouvoir, en fin de compte, parce qu'auparavant ce pouvoir lui venait d'en haut, d'une magie ou d'une autorité quelconques. C'était un argument d'autorité : ou c'est le pouvoir qui lui conférait par extension ce pouvoir, ou il était au-dessus du pouvoir par une espèce de sacralité.

Alors, il lui venait d'en haut. Mais je crois que le pouvoir de l'écrivain, le nouveau pouvoir que l'écrivain recherche, c'est le pouvoir qui vient d'en bas, c'est le pouvoir du public, de son public, et c'est comme ça que l'écrivain peut vraiment lutter contre les pouvoirs, parce que s'il n'a pas ce pouvoir, à quoi sert-il ? Il n'écrit, comme disait André Vachon, que pour lui-même. A ce moment-là, l'acte d'écrire devient un acte de journal intime.

Alors (c'est une interrogation en fin de compte que je pose, que je me pose), est-ce que vis-à-vis justement du problème qu'on a souvent évoqué, l'écrivain a perdu tout pouvoir ? C'est un peu vrai, mais ce n'est pas tout à fait vrai, parce qu'il y a un nouveau pouvoir de l'écrivain (c'est Boudjedra qui m'a ouvert un peu la voie là-dessus) il lui vient d'en bas ; alors, je crois que c'est le nouveau pouvoir de l'écrivain, parce qu'il ne recherche, mais qu'il ne peut éviter que s'il y a un combat avec les pouvoirs, il faut qu'il ait un pouvoir.

RACHID BOUDJEDRA :

C'est-à-dire que j'ai parlé d'un public. C'est une chose particulière (je veux dire à l'Algérie) dans la mesure où notre public... La situation est piégée, ce public pour le moment n'existant pas, le jour où il va exister, c'est nous qui ne pourrions plus communiquer avec lui ; c'est un drame, c'est un problème.

Il y a bien sûr une solution, c'est d'écrire en arabe, ce qui est possible, ce qui se fait, ce que nous commençons à faire ; écrire en arabe dialectal ; ici vous avez le problème du « joul », qui peut être une langue de combat beaucoup plus perspicace, etc., mais n'empêche qu'il y a cette possibilité pour certains, qui se sont tus déjà, parce qu'ils savent qu'ils sont dépassés par l'histoire. Tu comprends ?

Maintenant, Godbout, je n'ai pas compris très bien ta

façon de dire que j'ai raconté l'histoire des Polonais ; je suis internationaliste, donc, ça ne me gêne pas, mais...

JACQUES GODBOUT :

Ce que je voulais dire, c'est qu'en parlant des Algériens, du Maghreb, tu parlais un peu aussi des Polonais, parce que j'ai appris que les écrivains polonais ont réussi à faire vivre la Pologne alors qu'elle allait disparaître. Tu te souviens de ce que Lisowski nous disait concernant la poésie, c'est un peu ce que font les Québécois.

Les Québécois curieusement vivent dans un contexte très libéral ; c'est assez curieux comment je passais d'un pays à un autre pour finir par le décrire dans tout ce contexte-là ; la meilleure réponse que j'aurais pu faire...

RACHID BOUDJEDRA :

C'est-à-dire que c'est une récupération.

JACQUES GODBOUT :

Ce n'était pas une accusation impérialiste, au contraire.

GASTON MIRON :

Ma première question, c'était pour Rachid, et je vais trébucher un peu dans l'ambiguïté de Michèle Lalonde à mon tour.

Je crois — il y a une nuance que je veux apporter, parce que c'est seulement une nuance, je suis d'accord, mais c'est une nuance, c'est un complément, — personnellement je crois — évidemment, ça nous regarde un peu les Québécois, mais puisque tu l'as dit tout haut, c'est-à-dire que tu as dit que nous n'existions qu'en parole, on sait très bien à quoi ça se greffe, — mais simplement je crois que nous existons vraiment.

Nous existons en actes aussi, parce que nous existons à toutes fins pratiques, sans avoir de statut, voilà la question. Parce que le peuple algérien par exemple, il existait avant son indépendance, sinon il n'aurait pas pu accéder à un statut de souveraineté. En fin de compte, il s'est fait dans un combat qui a duré X temps, alors c'est un peu la même chose pour le Québec, il se fait aussi un combat depuis X temps, depuis 1760 pratiquement, il y a là un combat constant.

Alors, il y a donc un peuple qui est dans un projet en acte, mais qui n'a pas encore de statut, et c'est pour ce statut

qu'il se bat. Mais il existe réellement, il existe dans un lieu puisqu'il y a un projet en acte.

Il a une pratique de sa libération nationale, de sa lutte de libération nationale, puisque ça s'incarne dans un parti, un des partis de faction politique, évidemment. Actuellement, on peut dire que ce projet, que cette lutte de libération nationale ne va pas plus loin qu'un changement de la superstructure qui touche très peu aux infrastructures, mais c'est à la gauche justement d'être présent aussi dans cette lutte de libération nationale, d'être présente soit parallèlement ou soit dans une alliance tactique, mais d'être présente en tout cas.

Ce que je voulais dire, ce que je crois, c'est que véritablement nous existons plus qu'en paroles, puisque nous sommes formés en un combat.

En 1760, il y avait une distinction entre les Français et ce qu'on appelait les habitants, les « canayens », d'accord. Mais c'était plutôt une différence, c'était plutôt une différence provinciale à l'époque. Depuis 1760, il y a un peuple qui par sa croissance (et surtout qui s'est formé dans un combat) qui existe véritablement en acte, et est dans un projet en acte.

MICHÈLE LALONDE :

Je suis absolument d'accord avec ta nuance, ce que j'essaie de mesurer, c'est l'écart entre ma propre formulation et la nuance, j'essaie de voir...

Oui, c'est sûr qu'on a une existence, une objectivité dans l'intentionnalité d'être Québécois ; mais ce que j'ai essayé de faire ressortir, c'est le fait qu'il y a une certaine illusion qui accompagne la prise de conscience politique chez les individus et qui peut les amener à se comporter, disons psychologiquement, tout comme si l'indépendance était déjà faite. C'est un peu ça que je voulais souligner : effectivement, elle n'est pas faite l'indépendance, il n'y a pas de mise au monde politique encore, et donc il y a une sorte de faire-accroire d'illusoire dont nous sommes facilement dupes ici.

GASTON MIRON :

La troisième chose, c'est une réflexion un peu à la suite de la communication d'André Vachon. On a très peu parlé ici justement d'une récupération, qui est une forme de sub-

version du langage, du langage de tous et de ceux qui ont une pratique de langage qui est exercée par les pouvoirs. Parce que c'est une forme de subversion, c'est une espèce de détournement du sens du langage, qui est pratiqué par tout le monde, et qui est pratiqué aussi par les écrivains à un autre degré et qui déforme justement le sens, tout le sens du langage.

Par exemple (pour concrétiser un peu ce que je veux dire ici) en octobre 1970, on a vu un gouvernement mettre des gens en prison au nom de la liberté. Au nom de la liberté, donc il y avait un détournement du sens de la liberté, une subversion de la part du pouvoir, du concept ou de la notion de liberté. On a même prétendu qu'on était trop libre ; comme si la liberté... Comme si on pouvait être trop libre. En fin de compte, il n'y a pas seulement ce mot-là, il y a une foule de mots qui ont été déformés.

Par exemple tout récemment, encore ici, on a vu un gouvernement soudainement, un gouvernement conservateur, réactionnaire s'appeler social-démocrate ; mais pas révolutionnaire, mais social-démocrate ; à telle enseigne que le parti social-démocrate, le PQ, a dû dire : « Non, non, ce n'est pas vous autres, c'est nous autres. » Alors, c'est une espèce de détournement du sens, au profit d'une subversion. Il y a peut-être une contre-subversion qui consiste justement comme le disait Mallarmé, peut-être : « A redonner aux mots le sens de la tribu ». C'est-à-dire à remettre le langage dans son véritable sens ou à instaurer une nouvelle pratique du sens.

JEAN-CLAUDE RENARD :

Donner un sens nouveau et un sens plus pur aux mots.

GASTON MIRON :

On l'a vu au Brésil, par exemple. On nous a dit qu'en 1965, la junte militaire se trouvait amenée au pouvoir en disant : « Nous prenons le pouvoir pour sauvegarder les acquis de la révolution. Car ceux qui ont fait la révolution était en train de la trahir. » Et depuis les gens ne savent plus très bien qui sont les vrais révolutionnaires, parce qu'évidemment dans le contexte brésilien où l'analphabétisme est très haut, la confusion est totale.

Alors, je crois qu'il y a une certaine récupération aussi de la part de l'écrivain vis-à-vis du langage, continuellement ; et ça ne se fait pas seulement dans le sens inverse, ça se fait aussi de la part de l'écrivain vis-à-vis du langage en lui-même. On n'est pas toujours récupéré dis-je, par le pouvoir, mais l'écrivain peut, lui, récupérer continuellement (quand je parle d'une nouvelle pratique du sens) en redonnant comme ça un sens nouveau aux mots la tribu. Ici, pour finir, un examen sur le mot pays : il y a eu ici toute une littérature que l'on appelle *du pays* de 1950 à 1965. Alors, le mot pays en fin de compte avait été confisqué au profit d'un ensemble fictif. Le jour où on a commencé une nouvelle pratique du sens du mot pays, en l'appliquant uniquement au Québec, eh bien ! ça a créé toute une commotion.

Alors, il y a une certaine forme de récupération de l'écrivain vis-à-vis du langage : il peut relancer sa récupération vers de nouvelles ruptures, de nouvelles brisures, etc.

GEORGES LISOWSKI :

Si je comprends bien, ça ne se traduit pas par une question concrète à Georges-André Vachon ?

GASTON MIRON :

Non, c'est simplement une réflexion à la suite de son texte.

JEAN-PIERRE FAYE :

Oui, je voulais apporter une remarque à Rachid Boudjedra, et puis poser une question ou peut-être deux questions à Michèle Lalonde.

Première chose, je pensais à ce que disait Rachid Boudjedra du public de langue arabe, du public du Maghreb ou de l'Algérie, qui n'est pas encore là.

Moi, j'ai un peu essayé de voir en Tunisie l'an dernier comment ça se passait, parce que je me trouvais là, et il m'a semblé que naissait une nouvelle littérature arabe, une écriture arabe tout à fait nouvelle, celle par exemple d'un jeune romancier dont nous avons publié un fragment et qui n'a paru que dans une revue. Nous avons publié ce fragment dans *Change* en France, mais c'est aussi symptomatique, dans son propre pays, il n'est publié que dans une revue, la revue « *Fikr* » de langue arabe. Il ne pouvait pas sortir de ce ghetto

de la revue provisoirement, parce que, dit-on, le public ne dépassait pas cette dimension.

Mais cependant il me semblait d'après l'attention qui lui était accordée par les lecteurs, les jeunes lecteurs tunisiens, que quelque chose de tout à fait nouveau se passait : c'est un livre qui s'appelle *L'Homme Zéro*, l'homme arabe saisi à l'éveil, et qui justement parle plusieurs langues arabes, l'arabe dialectal, l'arabe sacré, l'arabe de la phraséologie politique etc., et en même temps, il semble (et c'est ce que je voulais lui demander et lui dire) il me semblait que derrière tout ça il y avait une sorte, comment dire ? d'osmose avec quelque chose qui était reçu par lui, Madani, de la littérature maghrébine nouvelle, mais qui s'est énoncé en français (provisoirement ou non). Autrement dit, entre Kateb Yacine, Boudjedra et puis Madani, il y a quelque chose de commun. Je ne pense pas qu'il aurait pu écrire ou tenter d'écrire ce livre, cet *Homme zéro* arabe, s'il n'y avait eu ce premier travail révolutionnaire et ces subvertisseurs qu'étaient les romanciers algériens de la génération de Kateb Yacine et de Rachid Boudjedra.

Cela c'est une question ou une réponse, je ne sais. Mais je voudrais en venir à ce que disait Michèle Lalonde.

GEORGES LISOWSKI :

Est-ce que vous voulez répondre, est-ce que c'est une question en fait ?

RACHID BOUDJEDRA :

Je connais Ezzedine Madani, mais en fait ce qu'il faut voir c'est que dans un pays comme la Tunisie, puisque tu en prends l'exemple, c'est un pays qui a son indépendance depuis 1953. Donc, ça fait 21 ans d'indépendance. Il me semble que le seul roman publié en arabe en Tunisie (je ne dis pas que ce soit le seul qui ait été écrit, mais quantitativement, j'ai l'impression que c'est le seul qui fut publié) c'est un roman d'un écrivain pas du tout jeune, je crois qu'il avait une cinquantaine d'années, qui a tenté de faire ce qu'a fait un peu Ezzedine Madani, qui a eu pas mal de succès disons en Afrique du Nord, dans le monde arabe, parce qu'il était le premier à développer cette langue arabe classique, mais à inclure en fait

du français ; c'est-à-dire inter-relier de l'arabe dialectal, policier, de l'arabe classique et du français. Quand les touristes parlent dans le roman, ils parlent français, mais je veux dire que c'était un type assez isolé.

Par exemple ce livre j'ai essayé de le traduire en français, quand j'ai été voir mon éditeur, je lui ai dit que pour moi c'était un livre qu'il fallait absolument traduire en français, je lui ait dit : « Ici en France, pourquoi ne traduit-on aucun livre arabe ? » C'était Nadeau. Nadeau m'a dit : « Il faut d'abord le faire et je déciderai. » J'ai dit : « Non, je ne suis pas pour faire un travail de six mois, et puis après que tu me dises non, tu me dis : oui et je le fais tout de suite gratuitement. »

Il n'a jamais été fait, jamais été traduit dans aucune langue, ce livre, et c'est dommage.

Maintenant, je crois que c'est vrai ce que tu dis, c'est-à-dire que c'est l'avenir, Madani, absolument ; c'est vrai, c'est la langue arabe.

JEAN-PIERRE FAYE :

D'ailleurs ce que tu nous disais tout à l'heure m'amène aussi à une question que je voulais poser à Michèle Lalonde.

Tu te rappelles ce qui est arrivé à Senghor. Senghor dont on se rappelle le livre paru dans les années 50 : c'était *Orphée noir*, préfacé par Sartre ; c'était la littérature de l'Afrique émergeant, l'Afrique noire cette fois. Quand on voit Senghor — finalement on se dit que la récupération fonctionnait là au degré presque absolu. Cela m'amène à me demander comment ça marche, le rapport entre la route vers la souveraineté et cette sorte de non-lieu où travaillent les écrivains, et où finalement ils doivent travailler. Parce que s'ils sortent trop du non-lieu, ils se retrouvent comme Senghor.

On a vu un de nos amis sénégalais mourir dans sa prison. Ce qui a soulevé toute une tempête, et une enquête dont les conclusions sont dangereuses. Celui qui est mort en prison, c'est celui qui jouait dans *La Chinoise* de Godard. Omar Diop a été tué dans les prisons de *l'Orphée noir*.

Je voudrais partir de là, vers la question qui se pose pour moi : après ce qui a été dit, et en particulier ce qu'a dit

Michèle. Nous sommes ici dans un non-Québec, dans un non-pays ; au fond quand elle décrivait ça, je pensais à la communication de Pierre Beaudry hier, bien qu'en apparence les deux discours semblaient tout à fait antipodiques, éloignés, ils n'avaient pas l'air du tout de parler de la même chose : évidemment, puisque c'est une non-chose, c'est difficile de la désigner du doigt.

C'est quelque chose qui serait comme approché par deux voies. Vous direz que c'est une comparaison forcée, je crois que non et je vais essayer de le démontrer : je crois que ça va amener une question très pratique.

GEORGES LISOWSKI :

Je m'excuse, pourrais-tu faire brièvement, parce qu'on a encore au moins 7 noms, 7 personnes qui ont demandé la parole.

JEAN-PIERRE FAYE :

Je vais être bref, mais la question, je crois, importe.

Qui est l'homme qui écrivait le manifeste des 121 au tournant de la guerre d'Algérie ? C'était l'écrivain le plus secret, le plus retiré, le moins connu du public français, sans doute non connu des combattants algériens, c'était Blanchot.

Blanchot a écrit le manifeste, il l'a fait signer par un certain nombre d'écrivains « rares » de Paris. Et des chansonniers comme Yves Montand. Événement public : Yves Montand ne peut plus paraître à la télévision, il en est de même pour Simone Signoret. Le pouvoir répond par la bouche de Michel Debré : « Tous ces écrivains-là on ne sait pas qui c'est, nos nationaux ne les suivent pas, ils sont pour l'Algérie française. »

Bien entendu, vous êtes sans importance, et finalement, il y a un certain nombre de choses qui ont lieu. Il y a tout de même un million de manifestants qui viennent exiger la fin de la guerre impérialiste : et finalement après des centaines de milliers de morts elle s'arrête.

Vous direz : c'est loin de nous. Je ne crois pas, je crois qu'actuellement le problème au Québec c'est de trouver un moyen de faire parler ce non-lieu dans la recherche de sa souveraineté. Je veux dire par là qu'il s'agit au fond, peut-être (c'est une question, ça, très pratique), il s'agit de trouver un moyen de passer par-dessus la muraille impériale, (coloniale

et impériale) qui encercle le Québec. Il s'agit de tourner, de contourner cette muraille en s'adressant à des lieux qui sont peut-être aussi des non-lieux provisoirement, mais qui sont de l'autre côté. Il s'agit peut-être de faire qu'il y ait un *manifeste des 121* dans le monde anglo-saxon, dans le monde américain, dans le monde britannique, chez les Irlandais peut-être, dont la lutte devrait entrer en résonance avec celle des Québécois.

Alors, pour ça, peut-être que l'essentiel c'est d'abord que les écrivains québécois produisent aussi leur manifeste, leur Déclaration d'indépendance. Je crois qu'à partir de là, la chose sera beaucoup plus claire, en particulier pour les Français, y compris la gauche française qui ne perçoit pas encore le peuple québécois. Le mot « Français », c'est ça qui gêne quand on dit « Canadien français ». Ça peut avoir l'air de lutter pour une forme de ré-annexion qui serait nationaliste du point de vue français de France.

Si c'est québécois, là, d'accord, on va y aller à plein. C'est ça qu'il s'agit de faire. Il s'agirait de trouver cette fois du côté des Anglais, un Blanchot (s'il en existe, des Blanchot américains). Si William Burroughs pouvait être le Blanchot du monde anglo-saxon, eh bien ! ça aurait de la gueule ! Parce que lui pourrait faire ça ; je ne dis pas qu'il le fera ou qu'il a ce pouvoir de dire, mais ce serait fort.

Finalement, je crois qu'il y a quelque chose qui se passe de fondamental ici. J'ai essayé de le dire le premier jour, dans un langage discret, pas seulement clos, mais discret ; je ne voulais pas mettre les pieds dans les plats, dans une question que je connaissais mal, avant que personne du Québec ne l'ait soulevée ; ce n'était pas à moi d'en parler le premier.

Il me semble qu'ici la question du langage est tout le temps présente, au moins autant que pour nous dans nos recherches prétendument abstraites. Ici elle se présente de façon concrète dans la rue, elle est liée à la question de la souveraineté. Et je citais un texte de Gaston Miron pour le montrer.

J'ai donc cité le fragment où il écrit : « Je parle de ce qui me regarde, le langage. » Juste avant, à la page d'avant exactement, on dit : « Le poème ici a commencé d'être souverain ». Et ce poème commence dans le non-poème.

Alors une sorte de dessin passe du non-poème au poème souverain, dans le langage de Miron ; c'est ça qui préfigure, comment dire ? la marche vers la souveraineté des Québécois.

Est-ce qu'il ne faut pas justement essayer de trouver le moyen de montrer cette marche au monde extérieur ? De faire ce que les Algériens dans leur lutte beaucoup plus dure, qui ne se situait pas dans le Danemark libéral, mais dans la France impérialiste, donc dans la guerre, à l'époque où nous étions tous mouillés dans le combat contre cette guerre coloniale. Mais en même temps ils ont accompli un travail de dire, de dire ce qu'était le peuple algérien, au moment où en France on assurait : « les Algériens ce n'est pas un peuple, c'est une population, c'est un ramassis de population, il y a des Kabyles, il y a des Arabes » . . . Eh bien ! ce peuple s'affirmait dans sa lutte, et en même temps le CPRA était présent à l'ONU, aux Indes, dans le Tiers-Monde ou à Londres. De même façon, est-ce qu'il n'y a pas quelque chose qui peut dire les Québécois, pas seulement au dedans, ce qui déjà se fait, mais dehors ? Comment dire ? qui peut faire ça ?

Ce n'est pas le gouvernement du Québec, ce n'est pas non plus le Parti Québécois peut-être, je l'ai compris, parce que lui-même sa lutte est à l'intérieur. Donc, qui peut parler sinon les écrivains ?

Mais les écrivains, est-ce qu'ils peuvent parler individuellement ? Question que posait d'ailleurs un Afro-Québécois, si j'ai bien compris notre ami tout à l'heure, connu à Paris, en mai 1968, et qui se trouve ici maintenant. En tant que Québécois africain, il demande : « Pourquoi est-ce que les écrivains ne se groupent pas, pourquoi est-ce qu'ils ne font pas un Comité d'écrivains québécois ou une Union ou un Front et que cela puisse être ce qui montre du dehors qu'il y a une voix du Québec, qui sort du non-lieu, qui est prête à y rentrer ? Je ne crois pas qu'elle ait l'intention de se faire récupérer : au contraire, je pense qu'il faut garder ce non-lieu, parce que c'est le plus précieux. Mais ils seront les diseurs du non-lieu, ils seront ceux qui pourront dire la souveraineté du Québec. »

Dernière question que je voudrais poser, c'est ça la vraie question, je crois. Il s'agit de démontrer au-dehors quelque

chose de fondamental : qu'un peuple québécois existant doit être souverain au même titre que le peuple finlandais a pu devenir finlandais, que le peuple de Norvège a pu se séparer très cordialement de son voisin suédois, sans qu'il y ait eu de luttes sanglantes comparables à celles de l'Algérie, de la Guinée-Bissau, (j'étais à Lisbonne le jour où ça s'est signé).

Mais, en même temps, je crois que ça intéresse le monde entier. Alors c'est ça que je voudrais essayer de demander. Est-ce que vous voyez les choses ainsi, est-ce que ce n'est pas ça qu'il faut dire ? Il faudrait que la lutte des Québécois soit assumée aussi par les gens de la Guinée-Bissau ou par les Mozambiquais que l'on a vus à Cuba avec Nicole Brossard. Et pour ça, qu'est-ce qu'il faut dire ? C'est un problème qui intéresse tout le monde. Il y a le fait que le monde entier est pris dans l'étreinte d'une certaine république impériale, comme l'appellerait Raymond Aron. Cette république impériale, elle a sa doublure dans la république du Nord anglophone... Et les écrivains anglophones d'Amérique du Nord sont aussi prisonniers que nous étions prisonniers de la guerre d'Algérie contraints de la combattre de l'intérieur, ce qui est une situation très malaisée.

Finalement, derrière ça, il y a quoi : l'empire des « bains de sang ». Dans le monde entier. C'est le livre de Chomsky dont j'ai dit deux mots, c'est l'archipel du *Blood Bath* ; c'est aussi grave et même peut-être plus que l'*Archipel du Goulag*, dont on parle tant en France, et qui a un beau succès de librairie...

L'*archipel du Goulag*, ce sont des millions de morts, mais l'archipel de bains de sang, du *Blood Bath*, ce sont des millions de morts en Indonésie, au Viêt-nam, dans le monde entier, et c'est le non-lieu du Québec. Être étouffé progressivement, disparaître, je crois que c'est un *Blood Bath* blanc, si j'ose dire, une forme de bain de sang aseptisé, en gants blancs.

Mais il y a un peuple de couleur noire par sa langue, — la phrase de Michèle Lalonde me paraît très forte — il se trouve que la langue française, bien qu'impériale et oppressante dans d'autres lieux, se trouve être la couleur noire d'un peuple, ici.

Je crois qu'il faut dire aux anglophones qu'ils ont besoin de ce peuple-là.

GEORGES LISOWSKI :

Oui...

JEAN-PIERRE FAYE :

Est-ce qu'il ne faut pas que les écrivains québécois et leurs amis ailleurs, (et là, les écrivains français ne seront pas les plus efficaces, ils seraient les moins qualifiés pour le dire) énoncent cette question ? Comment dire ? le peuple des Etats-Unis et du Canada britannique anglophone, est-ce qu'il n'a pas besoin de cette différence qui est voisine de lui, qui est le peuple québécois ? Et si le peuple québécois est étouffé par la main du bain de sang en gants blancs, eh bien ! cette différence qui aura sauté, va manquer. Et ce manque va aggraver le danger qui pèse sur un monde menacé par l'empire du bain de sang.

MICHÈLE LALONDE :

Les termes que vous choisissez pour poser cette question se trouvent à coïncider, ni plus ni moins, avec toutes les thèses politiques qui luttent ou s'opposent à l'indépendance au Canada anglais. Du moins c'est l'argument classique qu'on nous sert ; on nous dit précisément : « Ça va nous sauver. » Car il y a un nationalisme canadien-anglais qui se cherche actuellement, alors on nous dit : le Québec est un élément distinctif au Canada ; si vous vous séparez du Canada anglais, vous ne pourrez pas résister à la marée anglophone, vous allez être éteints, étouffés, etc.

Alors, il y a une revalorisation de cet élément minoritaire qui doit rester minoritaire soutient-on pour permettre au nationalisme anglo-canadien de s'affirmer justement et on revalorise ainsi la culture et l'originalité québécoise en tant qu'instrument de protection, de sauvegarde et de définition du nationaliste anglo-canadien.

Alors, il y a ambiguïté. C'est peut-être d'ailleurs cette ambiguïté-là qui nous a empêchés, ou découragés de nous adresser directement, de nous trouver dans le monde anglophone des interlocuteurs... nous dialoguons quand même avec des gens compréhensifs... mais qui parmi eux assume-

rait la question de la souveraineté québécoise, en y voyant les termes (et pour tout l'univers américain), les avantages que vous voyez, avantages de préservation d'une liberté d'être, finalement ?

JEAN-PIERRE FAYE :

Oui, ce nationalisme anglo-canadien dont tu parles, c'est une apparence ou, comme le disait Miron, (ce sont les chiffres qu'il me donnait) il y a 70% des biens de production au Québec qui sont entre les mains non pas des Anglo-Canadiens, mais des Etats-Unis. Donc finalement l'Anglo-Canada, disons, ne représente qu'une sorte de vernis qui recouvre l'autre prise de possession. Il n'est pas exclu, (je ne sais si là je me trompe) qu'un Québec souverain n'ait pas avantage à être lié par des liens libres avec les provinces actuelles du Canada anglophone, peut-être justement pour faire écran face à la puissance de l'empire. Mais le principe fondamental, c'est qu'il y ait souveraineté du peuple québécois avant qu'il ne soit de nouveau minorisé et relégué dans un autre parking linguistique et économique. Et j'entends : souveraineté politique.

GEORGES LISOWSKI :

La question est très importante, mais de nature telle que ni Michèle Lalonde ni quiconque ici ne peut y répondre par un oui ou par un non.

JEAN-PIERRE FAYE :

Mais la question pratique, derrière cela : est-ce que la déclaration d'indépendance que j'ai évoquée, est-ce qu'une forme de *manifeste des 121* Québécois, ça peut exister, est-ce que c'est faisable, est-ce que ça vaut la peine? ... Je précise que les 121 en France ont été contresignés par des étrangers, c'est-à-dire des Allemands, des Anglais ...

JACQUES GODBOUT :

Même par des Québécois ...

JEAN-PIERRE FAYE :

C'est ce qui a donné un grand impact à la chose, mais ça a commencé par être dit en premier lieu, avant cette solidarité. Ainsi est-ce qu'il ne faudrait pas qu'il y ait une prise de présence, un regroupement.

JACQUES GODBOUT :

C'est une excellente idée. La pratique de cette idée, comment on va le faire, ça va nous prendre quelques semaines peut-être pour trouver, mais moi je retiens l'idée, sûrement, je la trouve excellente, et puis elle ne pouvait pas sortir autrement que dans une réunion comme celle-ci.

FRANÇOIS RICARD :

J'ai deux questions brèves à poser. La première est à Michèle Lalonde. Je voudrais lui demander simplement d'éclairer dans son exposé les raisons qui font que la réflexion est nécessaire, vous avez dit à un moment donné que la réflexion théorique manquait ici et vous nous avez dit : « Vous comprendrez tout à l'heure pourquoi ». Et je n'ai pas très bien vu.

MICHÈLE LALONDE :

J'ai essayé aussi de ne pas entrer là-dedans. Je voulais faire état de la Rencontre et de cette problématique actuelle au Québec.

Je me sens mal à l'aise d'entrer là-dedans, dans ces détails, parce que ça serait une question interne à débattre de nouveau entre Québécois et à reformuler, de sorte que je me sens un peu assise entre deux chaises, ne voulant aller ni trop dans les détails, ni trop en général.

J'entends par là : je disais qu'en fait tout ce problème de la récupération a été débattu ces dernières années sur ce que j'appelle moi un mode, un ton extrêmement émotif, et il continue de soulever des passions, je veux dire des prises de position au fond très affectives, très instinctives et qui souvent ne sont pas stratégiques ou opportunes politiquement. Et je crois que ça a créé énormément de dissension, dans les milieux littéraires entre autres, et ça a permis des procès d'intention qui n'aboutissent à rien, et qui faussent entièrement le vrai sens de la question.

Et donc, il me semble qu'il est nécessaire qu'on se livre là-dessus à une réflexion de type, comment dire, calme et théorique, avec le plus d'éléments d'élucidation possible, et peut-être avec le plus d'interlocuteurs possibles.

Je voudrais, par ailleurs, ajouter ceci : c'est qu'il y a chez nous certainement un effort de théorisation politique

marxiste, en écriture et tout et il me semblait voir dans ces courants de pensées théoriques, une sorte de mimétisme ; ça participe beaucoup d'un certain mimétisme très curieusement à un temps où l'impérialisme français culturel, ce qu'on appelle l'impérialisme culturel français au Québec est tellement contesté. Ces courants tombent en droite ligne de France, et il ne semble pas qu'il y ait un effort suffisant de réflexion à partir des termes très précis du problème, tel qu'il se pose pour nous, (quitte à référer, quitte à utiliser les apports étrangers mais, je vois beaucoup de mimétisme, je vois une espèce de ronron théorique empruntés, verbeux, qui nous éloigne des véritables problèmes.

Par exemple, on promène une notion de lutte des classes, on charrie ça comme ça, sans vraiment y penser, et on parle de *bourgeoisie* québécoise et on en parle dans des termes qui sont au fond subrepticement des termes français. On se réfère au fond à une définition de la bourgeoisie française ou européenne. Mais ici, si on s'arrête à analyser vraiment les composantes, les caractères, la personnalité de la bourgeoisie québécoise, peut-être trouverons-nous à formuler en des termes tout aussi théoriques, avec un effort d'élucidation aussi exigeant, une théorie qui serait un peu plus originale, qui viendrait s'intégrer aux vrais efforts de théorisation qui se font présentement.

FRANÇOIS RICARD :

La deuxième question est un peu plus longue, elle s'adresse à qui voudra bien y répondre, ça rejoint d'ailleurs un peu ce qui a été dit précédemment.

Mais dans l'exposé de Michèle Lalonde, il a été question comme un peu dans celui de Harder hier, de l'espèce de bienfaisance de l'Etat qui par ses rétributions, ses subventions (appui officiel de l'Etat qui est bien sûr une forme par excellence de commanditaire officiel des textes, donc de récupération de l'écriture) et qui permet parfaitement, comme disait Michèle Lalonde, de faire des écrivains québécois des êtres de paroles.

Alors, je me demande, enfin je suppose qu'il y a un lien entre cette bienfaisance de l'Etat et l'évacuation du public dont parlait Harder, dont Miron a parlé et aussi Boudjedra.

Je me demande s'il ne faut pas voir dans cette espèce d'évacuation du public, les résultats d'une espèce de manoeuvre, enfin je ne sais pas qui la calcule, mais enfin d'une manoeuvre qui trouve justement dans cette évacuation, dans ce rétrécissement du public sa manifestation la plus évidente.

D'autre part, je me demande aussi s'il ne faudrait pas voir entre cette diminution du public et ce qu'on appelait hier l'évacuation du référent, je me demande s'il n'y a pas un lien ; je n'arrive pas tellement à le qualifier, mais je me demande si on ne pourrait pas voir, s'il n'y a pas de relation de cause à effet ; peut-être pas, mais au moins deux indices d'un même phénomène.

MICHÈLE LALONDE :

Je vais essayer de répondre d'une façon générale ; je ne sais pas si je vais être capable de clarifier ce qui n'est pas clair pour vous.

Mais disons qu'au cours de cette Rencontre, les deux interventions qui n'ont semblé les plus proches de ma problématique particulière, ont été celles de Harder et de Boudjedra ; or je me retrouve également dans l'un et l'autre. Alors, il y a quelque chose que je ne comprends pas, il faudrait que je réfléchisse là-dessus, il y a un passage curieux d'une problématique à l'autre chez nous.

En ce qui concerne le cas algérien par exemple: nous nous sommes reconnus et compris beaucoup en tant que Québécois à travers le modèle algérien, à travers les analyses de Fanon. Et quand vous parliez tout à l'heure des conduites obséquieuses de l'ex-colonisé, âe sens ça ; ce n'est même pas une question d'information, je sais ce que c'est qu'une conduite obséquieuse, je sais ce que peut être une conduite obséquieuse de colonisé d'après l'indépendance, je peux la prévoir.

C'est donc dire qu'il y a un lien, comment dire, il y a un lien affectif, une sorte de perception. Et par ailleurs, dans le modèle danois, j'ai l'impression qu'il y a une ressemblance, une parenté très étroite, mais je me demande si justement — e-lel est certainement moins affective — mais j'y reconnais nos conditions d'existence. Je ne peux pas élucider ça immédiatement.

ANDRÉE CHEDID :

Je reprends ce que Rachid Boudjedra a dit. Il a dit que l'Occident assassine, mais je crois aussi qu'il a pour nous un pouvoir d'éveil et d'utilité. Est-ce que nous pourrions parler comme nous le faisons — vous dites vous-même qu'il n'y a pas de public arabe, qu'il est très restreint — si nous ne parlions pas à travers la langue française ?

Finalement, cette langue française est en quelque sorte inventée par ceux qui l'utilisent. Il me semble qu'elle finit par leur appartenir et que nous devrions évacuer les complexes que nous avons vis-à-vis elle. Je comprends parfaitement le désir de trouver son authenticité, toute sa langue, surtout là où le drame historique est encore douloureux et présent. Quelle latitude laissons-nous aux écrivains français, quel rôle leur demandons-nous de jouer ?

Je crois aussi que l'arabité d'aujourd'hui s'enrichit du monde extérieur et qu'elle a aussi besoin de se libérer, qu'il faut plus loin souhaiter à l'universalisme, à l'internationalisme.

Boudjedra, vous avez dit tout à l'heure que vous étiez internationaliste, est-ce que je pourrais vous demander de nous expliquer un peu dans quel sens, et puis je termine simplement en disant ceci, peut-être qu'aussi en utilisant, en résistant tous ensemble à la langue française, l'arabité s'approfondira elle-même.

Je crois que les écrivains futurs en arabe iront beaucoup plus loin, s'enrichiront de tout l'apport que vous leur amenez, vous, Yacine, et aussi tous les écrivains que citait Faye tout à l'heure.

RACHID BOUDJEDRA :

Enfin, le problème d'internationalisme, dans le sens politique du terme, je crois que c'est clair. Mais, c'est-à-dire ce problème de la langue pour nous, je suis pour l'ouverture sur le monde, absolument, pour l'universalité dans l'art et tout, même pour l'unité du monde peut-être politique, un jour, mais je veux dire que l'écrivain qui décide de choisir une langue, et ou un pays, ou qu'il est citoyen d'un pays, qu'il choisit de vivre dans un autre pays, ou un écrivain qui choisit de vivre dans une autre langue que dans sa langue maternelle,

je le conçois très bien, c'est même très sympathique, ça change du chauvinisme. Mais, il faut qu'il ait le choix, et ce que je dis des Algériens, c'est que nous n'avons pas eu ce choix, c'est simple. Je suppose qu'il y a des écrivains anglais qui écrivent en français. Beckett par exemple, il a choisi. Il n'y avait absolument aucun rapport de domination avec la France. Il est venu en France comme professeur en Normale Supérieure, comme lecteur, et puis il a décidé de rester en France. Il écrit en français. Eh bien ! ça le regarde, c'est un choix, c'est même admirable ; tandis que moi c'est très différent, je n'ai pas eu le choix.

Donc, je n'ai rien contre le fait de pouvoir souffrir. Quant au monde arabe, il a besoin de souffrir, je crois qu'il a besoin de souffrir comme n'importe quel autre monde, mais qu'il souffre comme n'importe quel autre monde et qu'il évolue comme n'importe quel autre monde.

NAÏM KATTAN :

Je voudrais poursuivre ce que Rachid Boudjedra a dit tout à l'heure, et là je lui parle en tant qu'homme et en tant qu'écrivain.

Il y a un sujet dans son exposé qui est sous-jacent et que j'ai ressenti moi-même non seulement dans mon voyage en Algérie, mais aussi par mes lectures à la fois de littérature arabe, de langue arabe et de langue française.

Il y a une sorte, pas de conflit, ou d'opposition, mais de confrontation si l'on veut qui se retrouve un peu partout dans le monde, y compris ici, en ce que j'appellerais une mémoire récupérée ; ce qu'on pourrait appeler une forme d'archaïsme, qui a un aspect de conservation, qui a un aspect de retour, mais qui par conséquence n'attire pas forcément l'écrivain avant-gardiste qui veut aller de l'avant, construire du nouveau et un pays.

Ça, je l'ai ressenti d'une manière très forte en Algérie, où il faut pour conserver et pour récupérer la mémoire, retourner à ce que disait Oulema et à tout ce que ça comportait dans les attitudes politiques. Alors, il y a une sorte . . . une dialectique entre l'archaïsme ou ce qui apparaît comme archaïsme, mais qui en fait est la mémoire et la technologie ; parce

que l'Algérie aussi, comme partout ailleurs dans le monde, subit cet aspect de la technologie moderne où la transmission de la pensée se fait par des scribes. Je voudrais signaler le très beau livre d'Andrée Chédid, que je suis en train de lire, où la parole est donnée à un scribe, et je pense que l'idée est excellente, parce qu'on a parlé des scribes et justement Andrée Chédid dans son dernier livre fait parler un scribe.

Et donc où le scribe ne fait qu'enregistrer. Mais comment enregistrer, s'il est confronté, je ne parle pas seulement de la technologie, avec la télévision, le vidéo, tous les nouveaux éléments où l'écriture elle-même, le texte lui-même disparaît, mais aussi avec un Etat qui (non seulement par une sorte de complot ourdi dans des chambres obscures à cause du rôle nouveau que l'Etat joue, ce qu'on appelle « welfare state ») qui prend en charge la médecine, la sécurité sociale, l'assurance-chômage, et prend en charge aussi d'une manière quelconque la poursuite de la culture et ce que comporte la culture comme poursuite des loisirs ; ça rabaisse si vous voulez la culture, mais ça la ramène à ce niveau de technologie dans lequel le peuple vit. Alors, je pense qu'il y a une confrontation entre ce besoin de retrouver la mémoire, de l'enregistrer, d'être le scribe, mais aussi le besoin de vivre dans une société de technologie, et aussi un état de bienveillance sans que ça soit forcément par complot.

Je veux dire que cette confrontation, cette ambiguïté que l'écrivain dans n'importe quel pays — je l'ai sentie en Algérie, mais on le sent ici, on le sent en Amérique, on le sent partout — il y a des écrivains qui refusent cette société, qui vont vivre en communauté pour écrire entre eux ; ce n'est pas un phénomène particulier, mais plutôt général et que l'on vit à divers niveaux.

RACHID BOUDJEDRA :

Je crois qu'il n'y a pas de réponse, étant donné que c'est un phénomène général, je le constate.

MICHEL DEGUY :

C'est quelque chose pour Boudjedra, je vais raccourcir au maximum, il m'a semblé qu'il prenait en mauvaise part... (*inaudible*).

Finalement, et c'est peut-être surtout le point pour moi le plus important, il me semble que je ne comprends pas très bien cette expression que tu as employée et qui est revenue à plusieurs reprises de tenter de détruire la langue.

Je veux dire, on voit d'une part que c'est impossible, parce que c'est indestructible, et puis d'autre part aussi c'est merveilleux, c'est-à-dire que toute tentative de destruction de la langue finalement c'est lui ajouter, l'enrichir, cette langue, le français, elle ne nous appartient pas plus qu'à vous.

Alors, tenter de détruire la langue, pour moi, je l'ai entendu comme quelque chose, comme une volonté de faire mal, mais finalement ça me paraît une volonté de faire bien.

Et puis, je ne veux pas soulever ce lièvre, mais tu as un peu maltraité Soljenitsyne, je pense que dans un premier temps il faut quand même faire l'éloge de Soljenitsyne, mais ça nous amènerait beaucoup plus loin.

RACHID BOUDJEDRA :

Pour ce qui est de Michaux, je le conteste, c'est vrai. Michaux, c'est qu'il veut transformer, rendre le réel inoffensif, je parle de mots, je crois que ce n'est pas toujours facile, c'est ça que je conteste.

Les mots font du bien ou parfois laissent indifférent, mais quand même on ne peut pas, c'est bien beau de travailler à rendre le réel inoffensif, mais le réel il est là, et le rendre inoffensif par les mots ne suffit pas.

C'est tout. Je suis d'accord avec Michaux mais ça ne suffit pas, nettement pas, c'est le drame peut-être de l'écriture, puisque tout le problème politique existe.

Deuxièmement, quand même il y a une différence, je suis d'accord, entre les discours poétiques et le discours politique, mais ce discours-là s'impose pour détruire la langue. Je n'ai jamais pensé qu'il fallait éliminer la langue française, je la conteste en tant que prisonnier d'elle-même mais je l'admire et je l'aime beaucoup. Je pense que j'ai dit moi-même qu'en la détruisant, n'est-ce pas, on l'améliorait, on la rendait plus vivante, disons qu'il s'agirait plutôt de triturer la langue française que de la détruire.

Pour Soljenitsyne, enfin, c'est mon point de vue personnel.

JACQUES SOJCHER :

Très brièvement aussi, c'est une réaction plu'ôt qu'une question à une phrase qui a été dite par Michèle Lalonde, et qui m'a fort touché.

C'est une question qu'elle nous posait à nous, elle a dit : « Quels pouvoirs étrangers vous occupent et vous menacent » ?

Et cette question a été un peu reprise par Gaston Miron, qui nous parlait du détournement de la signification. Alors il me semble que dans le problème général qui occupe notre Rencontre, évidemment, c'est important, parce que nous sommes dans le monde aussi, et le monde transmet ses mensonges, des signes fallacieux dont nous sommes complices, et ces signes ne sont pas seulement linguistiques, c'est aussi la langue vivante, c'est aussi dans notre position sociale, la position qu'on occupe ; tout ça est un mensonge qui est organisé, il y a les marques de publicité, ça me fait penser à une phrase de Camus dans *La Chute* qui reprend le thème de ce que Miron a dit : « Si vous n'avez pas envie d'avoir un esclave, si ça vous gêne, appelez-le homme libre, et le tour est joué ». C'est le fait d'un bon philosophe, mais nous n'ajoutons pas froussard ; dont il y a tout un jeu de tronqués et de déguisements auxquels on participe tous.

Dans ce qu'a dit Boudjedra, il y a une chose qui m'a aussi frappé, c'est de transformer la mauvaise foi en mauvaise conscience. Ce qui me semble important, c'est que ça peut s'exercer au niveau politique et au niveau poétique, à savoir que ça fonctionne d'un côté comme de l'autre, et ça donne comme il a été dit à briser un certain type de langage, c'est très différent. Ça donne aussi : entamer le nom propre, dont on a parlé dès le début, par la signature. Ça donne enfin : critiquer et ébranler la position sociale, et ma position sociale, parce qu'on a dit que si on est opprimé, on est en réalité privilégié. Pas seulement dire : « Ça va mal ailleurs », mais ébranler un peu notre socle, d'une façon telle que l'on n'ait pas le bénéfice de ce socle-là, mais tout juste pour qu'il soit oscillant et que l'on puisse combattre les deux.

Il y a un jeu très subtil (il faut dire qu'on participe tous, et je plaide volontiers culpabilité, alors tout ça d'une façon

autre que stylistique ou rhétorique, parce qu'effectivement ça a été tout le projet de ce qui a été fait ici), il y a une petite musique verbale de la dénonciation, qui est très gaie, on dénonce, ça fait une musique, c'est très gai cette musique, mais c'est très dangereux de ne pas être attentif à sa propre musique ; c'est compliqué de faire ça.

Ce qui veut dire en peu de mots que la formule qui a été dite par Rachid Boudjedra du non radical, eh bien ! je trouve qu'elle est importante. Le *non* radical, et aussi le *non* à un certain confort de l'ambiguïté qui pourrait très bien être l'Afrique des colonisés, et de notre faute à tout le monde. Voilà ce que je voulais dire.

ANDRÉ BELLEAU :

Cette musique dont parlait Sojcher, et qui est liée à la question de la complicité, ça suppose un réaménagement entre le silence et la parole, et ceci m'est suggéré aussi par ce que disait Boudjedra au sujet de la fascination mutuelle qui existe entre le pouvoir et l'écrivain. Peut-être que je ne devrais pas, mais je vais vous dire une histoire de Brecht, qui est très intéressante sur ce sujet, et que quelques-uns connaissent : Monsieur K. un jour adressait la parole à un meeting dans lequel il dénonçait le Pouvoir. Pendant qu'il parlait contre le Pouvoir, il a vu que les gens reculaient, reculaient et s'enfuyaient par l'arrière.

Il tourne la tête, voit le Pouvoir derrière lui, le Pouvoir lui dit : « Qu'est-ce que tu viens de dire ? » Monsieur K répond : « Je viens de me déclarer pour le Pouvoir. » Alors, un des élèves de monsieur K., qui avait entendu cela s'informe le lendemain de l'état de son échine : « Comment va votre échine, monsieur K. ? — Ecoutez, mon échine n'est pas faite pour être brisée, elle doit vivre plus longtemps que le Pouvoir. »

Et M. K. de raconter ce qui suit : Un jour, un homme habitait un appartement, arrive un monsieur avec un papier qui lui dit : « Je représente le Pouvoir, et en vertu de ce papier, j'ai le droit d'occuper votre maison. Quiconque voit ceci, doit me remettre sa maison. Si je montre ceci à quelqu'un il doit me servir à manger, ainsi de suite. »

Alors, il entre dans la maison, il se met les pieds sur la table, il commande à manger, il se couche, se retourne contre le mur et avant de s'endormir, il dit au locataire : « Me serviras-tu ? ». Le locataire ne répond pas, mais il le recouvre de la couverture, ferme les stores, la fenêtre, la lumière, puis il sort.

Ceci dure sept ans. Le locataire ne parle pas, mais il fait ça tous les jours. Et après sept ans, dit le texte, cet émissaire du Pouvoir meurt d'avoir trop mangé, de ne pas avoir assez fait d'exercice.

Sur ce, le locataire prend le corps, le jette à la voirie, fait blanchir les murs, nettoie la maison, s'assoit, soupire, et dit : « Non ».

NICOLE BROSSARD :

En fait, je voudrais revenir sur la question que Richard a posée à Michèle concernant les théories, le besoin que tu ressens de cette théorie-là.

Effectivement, je pense que depuis l'existence de la revue *Parti Pris*, je pense que les problématiques québécoises n'ont pas été renouvelées. Pourtant le contexte a énormément changé, on ne s'interroge pas publiquement sur notre différend, sur les structures, sur un environnement, sur comment circule l'information actuellement au Québec.

La conjoncture a changé à peu près dans tous les domaines. Dans le domaine de l'éducation elle a changé aussi, sur le plan démographique, sur le plan de la famille ; la question de la langue a changé aussi, possiblement notre économie ; elle a changé aussi dans les attitudes, les attitudes de Trudeau ; elle a changé aussi dans les mensonges qui circulent, très naïvement maintenant.

Tantôt Gaston Miron parlait des mots qu'on avait peut-être récupérés (aussi nous, les écrivains), un certain nombre de mots qui sont déformés, qui n'ont plus de sens, finalement. Les colonels grecs fêtaient l'anniversaire de leur révolution, Papapoulos, il appelait ça révolution. Ici, Bourassa dit qu'il est un homme de gauche. Effectivement, on peut se poser la question : « qu'est-ce que les mots veulent dire » ?

La loi 22, c'est une loi pour la promotion de la langue française ; c'est une loi qui joue contre la langue française,

et il y avait André Gaulin qui faisait remarquer l'autre jour que lorsqu'on parlait de ce qui se passait au Québec, on parlait du gouvernement provincial, ceci fait que l'on parle de moins en moins du gouvernement québécois. Je pense qu'il faut s'interroger parallèlement à l'action, parce qu'en fait, il faut peut-être voir aussi que plusieurs penseurs de l'époque de *Parti Pris* sont des hommes qui s'engageaient dans l'action, qui sont allés travailler dans les syndicats très souvent, il n'est à peu près resté rien, sur le plan renouvellement, de cette problématique-là.

Ce qui a fait peut-être la force de *Parti Pris* à l'époque, ça ne s'est pas reproduit, dans aucune des revues qui sont apparues par la suite. C'est que, à *Parti Pris*, il n'y avait pas que des écrivains, il y avait des philosophes, il y avait des sociologues, en fait il y avait des critiques (il y avait tout un lieu, donc) qui pouvaient se relever dans le dire et le questionnement de la question québécoise.

Alors, dans les équipes qui sont apparues avec les nouvelles revues, il n'y a pas de relèvement possible. Ou bien ce sont des équipes d'écrivains, évidemment, qui posent toujours les problèmes en termes de leur fiction, de leur pratique et de la théorie qu'il est important de dire, d'aller chercher les informations à Paris.

Il faut aller en chercher parfois à Paris de cette théorie-là, elle est plutôt réutilisée sur le plan individuel, fiction. On va chercher des outils que l'on assimile bien ou mal, mais que l'on réutilise sur le plan individuel. Alors ces outils-là et d'autres aussi qui sont là, mais qu'on ne voit pas, qu'on ne prend pas le temps de voir, qu'on ne veut plus voir, quand ça fait 10 ans, 12 ans qu'on répète à peu près la même chose, on se dit : « Je vais arrêter de me répéter et je vais me mettre à écrire. J'ai envie d'écrire le poème et le non-poème ». C'est ça, c'est Miron qui passe son temps finalement à expliquer plus qu'à écrire, parce qu'il n'a pas le choix si personne l'explique ; eh bien, de moins en moins les gens vont pouvoir écrire en français et de moins en moins pouvoir se référer à ce qui est leur lieu.

Aussi je voudrais parler de la question sur les prix littéraires, entre autres l'ambiguïté. Encore là, c'est que souvent

quand ces prix sont décernés par ceux qui forment le jury (finalement on est lu par nos pairs, on est lu par la génération qui nous a précédés, et comme il se crée une espèce de lien fraternel... Parce qu'à un moment si on regarde la génération *Liberté* par rapport à la génération *Parti Pris* et d'autres revues, c'est qu'il y a toujours le noyau d'indépendance qui finit par nous rallier) ces prix-là sont attribués par le gouvernement, souvent par des officines gouvernementales, mais quand même lus par nos pairs, qui déterminent le choix.

Tu dis qu'on honore l'art de dire, je pense que l'on n'en est pas encore rendu à ce niveau où on honore absolument le dire sur le plan formel. On honore actuellement le contenu, et ce contenu ce n'est pas un contenu qui évacue le public, c'est un contenu qui l'accroche, mais qui l'accroche pour trop longtemps, c'est-à-dire qu'il le confine à un moment donné dans des référents qui ont besoin, qui sont là, que l'on doit mentionner, mais le confine dans des référents qui finissent par devenir mythologiques, finalement.

Ce qui fait qu'on reste collé à des thématiques pendant 5 ans, pendant 10 ans, et qu'on n'en sort jamais, et dans ce temps-là on ne renouvelle pas l'imaginaire et le fond même du problème; c'est qu'on ne renouvelle pas le vocabulaire non plus.

Il faut piétiner, aussi, essayer de renouveler le sens qui nous échappe de plus en plus, ou le Pouvoir s'en empare à son profit.

Finalement, dans la mesure où on joue avec les mots, de cette façon-là, tout le monde a raison, tout le monde a bonne conscience.

UFFE HARDER :

Je ne désire pas prolonger encore la question, mais je pense qu'il m'est nécessaire de donner quelques précisions à propos des projections de monsieur Ricard.

Je vois beaucoup de dangers à cette récupération de la littérature et des écrivains. J'ai essayé d'en parler, enfin de quelques-uns de ces dangers. J'en vois partout, mais j'en vois aussi dans la société scandinave, j'en vois partout, dans toutes les sociétés.

Ces dangers, et là nous arrivons à la bienveillance dont vous avez parlé, la bienveillance dangereuse selon moi (et en tout cas dans ces pays que je connais) c'est la bienveillance surtout d'une certaine industrie des opinions, une industrie de la culture, une industrie de la publicité. C'est une bienveillance souvent cannibale et qui peut avoir pour résultat des livres dont il s'agit, dont il pourrait s'agir qu'il deviennent presque interchangeables, en réalité, puisqu'ils sont réduits à être des produits.

En ce qui concerne l'Etat, (c'est ça un peu le centre de ce que vous avez dit), il n'y a pas ou pas nécessairement une bienveillance de la part de l'Etat. En principe l'Etat pourrait créer son système de subventions aux arts et à la littérature tout à fait à froid. Nous considérons que ce système-là, à part d'avoir pour but justement d'obtenir tous les écrivains, ne dépend uniquement que de la loi de l'industrie et de la publication ou de la publicité. Nous considérons aussi que ce système est un service public comme les hôpitaux, les écoles, les cours du soir par exemple, et à ce propos, il faut parler un peu de la clientèle, enfin, de ce système de subventions.

Vous m'avez demandé hier — et j'ai peut-être répondu un peu vaguement — quel était le rapport, l'attitude enfin des écrivains envers ce système et envers l'Etat en général.

Les écrivains de gauche ou d'extrême gauche sont parmi ceux qui sollicitent très souvent, qui se servent très largement de ce système de subventions, et cela semble prouver qu'ils ne pensent pas qu'ils trahissent leurs idées en faisant ça, c'est-à-dire qu'ils considèrent eux aussi qu'il est question là d'une sorte de service public, d'un service public nécessaire dans un petit pays et dans une région dont la langue n'est pas très répandue. Il est nécessaire si on veut continuer à avoir une littérature nationale, mais la forme et les idées de cette littérature, ça, c'est l'affaire d'écrivains, ce n'est aucunement l'affaire de ceux qui subventionnent.

PIERRE BEAUDRY :

Je m'excuse de l'indécision, j'aimerais essayer de répondre un petit peu à la première question que Ricard a posée sur la nécessité d'un appareil théorique.

Je vais être très bref. Bien sûr, il s'agit de connaître des lois de fonctionnement de notre langue, et je crois que tout écrivain ici semble nécessairement arborer un appareil théorique, il connaît déjà les lois de fonctionnement de ce langage-là, il les met en pratique immédiatement dans sa fiction.

Ceux qui ne sont pas fictionnaires, comme moi (je suis théorique) alors, à ce moment-là, disons : c'est un instrument qui parfois est très nécessaire.

Je prends un exemple qu'aurait pu citer Gaston Miron en particulier, l'autre soir, je prends l'exemple de : « la fille que je suis sortie avec. » On dit ça en québécois : « La fille que je suis sortie avec. » On se rend compte, si on utilise tout simplement un appareil avec celui de Chomsky pour essayer de démarquer les nivellements, les différents niveaux, les différentes structures de surface et de profondeur, on voit que la structure de surface, elle, est française et que la structure profonde, elle, est anglaise. Alors, on voit comment il peut y avoir plusieurs structures dans un moment donné. Là, disons que c'est un exemple pour démontrer la nécessité d'un appareil théorique.

J'aimerais ajouter quelque chose à mon témoignage de l'autre jour. J'ai griffonné ici quelques mots pour mon ami Gaston sur la question que je me pose également comme plusieurs ici depuis quelques jours, le problème du Québécois, la question québécoise.

Pour moi, la question québécoise n'est pas la question québécoise, mais la question *québec-comment*.

Ce *comment*, ce n'est pas le *quoi*. Et je donnerais la réponse comme ceci, je l'ai donnée à Gaston : *au commencement* et je lis mon petit texte — *était la culpa* (et j'ai mis volontiers dans une espèce de « bracket », le « L ») ou la *coupe-coulpe* et *puis coupure* — et puis *coût-pur* — et je répète deux fois. Et la deuxième, je l'écris *et puis coût-pur* — (dépense). Alors il se trouve — et si on joue sur les mots c'est amusant, c'est intéressant — il se trouve en fait que mon père était bûcheron.

FRANÇOIS RICARD :

Simplement ceci : que ce que vous nous avez dit montre une chose, c'est que malgré les similitudes entre la situation danoise et la nôtre, il reste cette grande différence probable-

ment que la provenance de cette bienveillance, de cet appui de subventions, mettons : de ces prix, n'est pas la même tout à fait ici. Ça rejoint un peu les cercles de Miron, je ne connais pas à fond la situation danoise, mais il me semble que l'histoire des cercles éclairerait cette différence-là et expliquerait l'embarras que j'ai devant les deux communications, les deux exposés de situation algérienne et de situation danoise. Ils se ressemblent, mais il y a aussi une très grande différence de provenance, de rapports entre le récompenseur et le récompensé.

JACQUES FOLCH-RIBAS :

J'avais l'impression — peut-être un peu à cause du « visuel » que je suis — qu'il s'agissait, si vous voulez, d'un développement autour de cette table, depuis quelques jours, d'un développement architectural comme celui qui se produisit au moment de la renaissance en Italie, où chaque ouvrier ajoute sa volute à l'oeuvre. Finalement, on était en plein byzantinisme et on était byzantin, tout le monde, et cela allait devenir un monstre de baroque, de rococo, et voire même de plâtresque... Parce que, finalement, si les Québécois veulent prendre la langue française (et ça rejoint un peu la discussion qu'on avait dans certaines chambres de cet hôtel avec en particulier notre président d'aujourd'hui) si les Québécois veulent prendre la langue française, qu'ils la prennent. Au moins, pour moi, c'est très simple, c'est très court.

J'ai été content d'entendre avant-hier Jean-Pierre Faye parler de cette histoire de manifeste à faire, parce que je signale quand même qu'après les événements d'octobre un texte capital, à mon avis, a été écrit par Fernand Ouellette, et qui a été publié par *Liberté*. Personne, enfin je ne connais pas d'écrivain, qui ait dit — tu ne le connais peut-être pas ?

JEAN-PIERRE FAYE :

Non.

JACQUES FOLCH-RIBAS :

(Tu vois ça commence bien, mais oublions ça, oublions toi, pour une minute, pour dire que je m'adresse simplement aux Québécois, d'accord ? pour un instant). On n'a pas eu de nouvelles, n'est-ce pas, de gens qui ont dit : « Moi, je voudrais signer ça, c'est formidable, c'est mon manifeste. »

Ça va devenir ça pour deux mois peut-être, parce que les manifestes engendrant les manifestes, ça pourrait aller très loin. La manifestique étant une maladie française, on l'aurait « poignée » nous aussi.

Puis, il y a eu un deuxième texte, capital (à mon avis, toujours) écrit par un certain Jean-Guy Pilon, oui ; et publié par *Liberté*. On pourrait retrouver des traces de ces textes, n'est-ce pas ? Un sur la violence, et un sur les événements proprement dits, le premier référerait aux bombes, aux premières bombes du premier FLQ (celui de Ouellette). Celui de Jean-Guy Pilon référerait à une attitude à avoir au moment des secondes manifestations.

Pas de nouvelles non plus. Je veux dire par là que je crois sincèrement (et c'est un peu dans ce sens-là que je venais à ces Rencontres) qu'il faut que les Québécois *écrivants* se définissent vis-à-vis de l'étranger, au moins, s'ils ne veulent pas se définir vis-à-vis eux-mêmes, par des craintes que Michèle Lalonde nous a très bien expliquées, d'être récupérés d'une façon ou d'une autre par la canadianitude, qu'au moins ils se définissent à l'étranger par un texte que nous pourrions tous signer des deux mains. Je trouve que c'est vraiment une idée qui sort de cette Rencontre, et qui nous est venue de Jean-Pierre, tout à l'heure. C'est pour ça que je voulais absolument qu'il finisse. Je prends note de ça, quand je signale que, quand on veut prendre quelque chose, le meilleur moyen de le prendre c'est de le prendre. Et c'est tout.

JACQUES BRAULT :

Moi, je ne veux pas raconter d'histoire, mais je veux dire que je me suis amené à cette Rencontre, je vais l'avouer, comme chasseur. Et comme tel, je me rends compte que je m'en retourne comme un oiseau qui a pris du plomb dans l'aile.

Je vais théoriser un peu, chanter autant. On a beaucoup parlé évidemment de pas beaucoup de choses. Michèle Lalonde dans son exposé a utilisé une expression que je trouve heureuse et intéressante : « nous n'existons qu'en paroles. »

MICHÈLE LALONDE :

C'était une mise au point, j'ai senti après coup, après des remarques de Gaston, qu'il y avait peut-être une implication négative à ce que j'avais dit.

JACQUES BRAULT :

Je trouve que c'est une mise au point qui est fort de mise, parce que je ne crois pas du tout à ces espèces de postulats qui d'après la linguistique n'ont jamais été démontrés, selon lesquels on pourrait conclure ou aller dans un sens ou dans l'autre d'une langue et à une mentalité, d'une langue à une culture, même d'une langue à un peuple.

Et je pense que là ça intéresse particulièrement les Québécois, je pense que le problème de la relation au Québec, de la langue et disons d'un peuple québécois, c'est une instance historique, mais ce n'est pas une donnée existentielle de ce peuple québécois. Et c'est peut-être là l'une des origines de cette fameuse ambiguïté dans laquelle ont est « pognés » constamment, surtout quand on veut dissiper cette ambiguïté, où on est « pognés » au deuxième degré. Je pense que c'est une instance historique et que le tour que l'on peut se jouer c'est d'en faire précisément comme l'espèce de point d'aboutissement où véritablement on va exister comme on veut exister.

Je reviens sur cette expression. C'est formidable, si on existe en paroles. Moi, en tant qu'écrivain je pense que c'est extraordinaire, parce que, peu importe Saussure et autres linguistes, je pense que cette espèce de relation de la parole et de la langue — qu'on n'a pas fini de creuser — c'est absolument capital.

Il me semble justement que la langue est au Québec — ça s'organise autour de la langue, mais pour des raisons historiques, que l'on peut dire aussi tactiques ou plus précisément stratégiques — que la langue est pour nous, comme elle l'est pour Saussure, un système, une organisation sociale absolument nécessaire, mais dont je ne crois pas qu'elle soit une espèce d'émanation véritablement. Autrement dit, le français n'appartient pas à la France, je crois qu'on l'a dit tout à l'heure, l'anglais n'appartient pas à l'Angleterre, ni même à l'Américain, aux Etats-Unis, quoiqu'ils nous le vendent à prix fort, pas plus que l'espagnol n'appartient à l'Espagne et ainsi de suite.

Je dirais que le Québécois, si on veut, n'appartient pas au Québec. Mais évidemment, on est obligé de faire un réa-

justement ici parce qu'il y a une instance historique. Mais pour moi ce n'est pas une valeur stable, posée là comme un bloc de ciment, alors qu'au contraire ce qui vient justement peut-être offrir la possibilité qu'on se joue ce mauvais tour dans une indépendance formelle, disons qu'on se fasse « repogner » encore après, c'est cette pratique de la parole.

Le peuple, ou appelez-le comme vous voudrez, au Québec, joue à l'homme québécois. Je pense que le rôle des écrivains québécois, c'est précisément de la tenir, cette « maudite parole », à travers le combat de la langue qui, lui est une instance historique. Autrement on a une indépendance vide pendant qu'on hisse le drapeau avec notre fleur de lys et notre chant national, « turlututu ». On sera « fourré », à ce moment-là, et on croira qu'on a triomphé.

Je pense d'ailleurs que ça s'est passé dans d'autres pays, mais peut-être avec d'autres modalités ; surtout dans des pays qu'on a appelés précédemment du Tiers-Monde.

GASTON MIRON :

Juste une minute pour embrayer là-dessus.

J'ai dit hier, c'était un peu ce que je disais hier (même si j'ai écrit déjà que la langue était le fondement d'un peuple, c'était dans une circonstance, c'était un poème de circonstance, c'était un texte de circonstance) je disais hier que la langue — et on en a parlé souvent avec Michèle et d'autres — avait mangé la question nationale et la question de l'identité.

Parce que l'identité c'est plus qu'une langue, c'est l'appartenance à une culture globale qui se présente elle-même comme un ensemble structurel, un ensemble de structures.

Bon ! Et la question nationale aussi c'est la même chose. On fait tenir celle du Québec uniquement dans celle de la langue, bien souvent.

Quand je faisais des travaux avec Michèle, sur la langue, on se disait souvent : si Ottawa ou si le Québec dans la situation pan-canadienne acceptait que le Québec devienne une province unilingue française, tout en restant dans la même structure canadienne, on n'aurait rien réglé. Mais pourtant, et pourtant, parce qu'à ce moment-là, ça deviendrait une juridiction provinciale, nous serions amputés de toute la ques-

tion nationale et même de la question de l'identité par cette espèce de truc, de tour de passe-passe. Si on accepte, par exemple, de rester à l'intérieur du Canada, dans l'ensemble pan-canadien, parce que nous deviendrions une province unilingue, ça serait complètement aberrant, ça deviendrait une juridiction provinciale au même titre que le bien-être social et la famille, que la culture, que l'éducation et à ce moment-là, on passerait notre temps à des batailles juridiques avec Ottawa qui voudrait empiéter sur la juridiction, et puis nous, alors on passerait notre temps dans des conférences interprovinciales pour démarquer cet unilinguisme-là, ça ne réglerait absolument rien. Ce qui nous menace, c'est peut-être que la langue justement mange la question occulte, ou plutôt complètement la question nationale et la question de l'identité, c'est-à-dire l'appartenance à une culture totale.

Une deuxième petite question à notre camarade du Danemark, parce que je suis éditeur : est-ce que dans des petits pays, justement de l'ordre de 3 ou 4 millions d'habitants, ou 5 millions d'habitants ou 8 millions d'habitants, donc avec une certaine exigüité de marché, pour la consommation des biens culturels et textuels, est-ce que si ce système de subventions n'existait pas, est-ce que disons la moitié des livres ne pourrait pas paraître ?

UFFE HARDER :

Je crois tout d'abord que la moitié des livres ou en tout cas le tiers ne pourrait pas être écrite. Ensuite évidemment, dans ce cas, ils ne paraîtraient pas.

Il est certain que l'activité littéraire, c'est-à-dire l'activité littéraire non spéculative, non commerciale, serait de beaucoup moins d'importance qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Si j'hésite un peu à répondre directement à la question si les livres sortiraient ou non, c'est simplement parce que nous n'avons pas de système de subventions aux éditeurs. L'argent va directement aux écrivains, mais enfin la situation serait justement comme ça, c'est-à-dire que sans ce système, beaucoup moins de littérature et peut-être dans une dizaine ou une quinzaine d'années presque pas de littérature.

GASTON MIRON :

Je pense que l'on touche là un point de l'ambiguïté. Il y a une similitude, il y a une ambiguïté à laquelle nous faisons face nous aussi, sans le système de subventions — et là, je ne mets pas en cause la provenance. Je crois être d'accord avec Ricard. Je suis contre la provenance, l'encadrement par un pouvoir que je considère étranger, l'encadrement de la culture québécoise par des subventions partout ; ceci étant dit, je suis contre la provenance ; mais ceci étant dit, il n'en demeure pas moins que je dois composer, me démarquer continuellement vis-à-vis de cette bienveillance parce que je suis dans l'ambiguïté. Je pense que ça serait plus de la moitié ici des livres qui ne paraîtrait pas.

Alors, d'un coup cette littérature nationale que nous sommes en train de bâtir en prendrait un coup.

Alors (nous sommes dans l'ambiguïté justement) les petits pays comme ça, qui sont de l'ordre de 4, 5, 6 millions d'habitants, ils doivent aussi sauvegarder une activité de littérature nationale et sans un système de subventions (à cause de l'exiguïté du marché) je crois que ça ne serait pas possible, alors voilà l'ambiguïté aussi dans laquelle nous nous trouvons au niveau de la production pure.

MICHÈLE LALONDE :

Moi, je voulais faire écho un peu à ce que disait Jacques Brault. Ce que tu as dit, et à quoi s'ajoute la remarque de Gaston, me renvoie à une phrase de mon exposé qui fait allusion aux conduites surcompensatoires, que j'appelle surcompensatoires.

A ce moment, c'est-à-dire si on se situe dans le processus historique, nous traversons une période très noire où l'avenir apparaît, enfin, très incertain, et ça correspond chez les jeunes intellectuels un peu à travers le monde à une tendance à survaloriser tous les caractères culturels et les traits culturels qui pourraient nous différencier des Français, des Anglais. Il y a là vraiment une espèce d'enflure qui est destinée à compenser une insécurité profonde, à défaut d'un progrès du projet politique.

Alors, il y a peut-être un certain « dessoufflement » de la culture à opérer ici, de manière à pouvoir être en rapport

plus vrai avec les cultures étrangères. Je ne parle pas ici même, mais je veux dire au Québec, parce que je constate qu'il y a une certaine tendance, je ne dirais pas au chauvinisme, mais à un certain repli.

JEAN-PIERRE FAYE :

Oui, je voulais te poser une question. Pierre Beaudry a montré que même s'il y a certaines occupations qui se sont emparé des structures profondes d'une langue, étant donné que le peuple québécois a pour lieu provisoire cette langue comme disons le peuple juif a pour lieu l'écriture, tout ce qui concerne ça, c'est fondamental. Mais en même temps, en écoutant Michèle Lalonde parler de l'Algérie, j'ai pensé, je vois une démarche qui est partie du Manifeste algérien et sa pré-histoire, pour aboutir au GRPA et à l'indépendance avec ce fil l'auteur du premier manifeste devenu le premier président, — (le premier président du GRPA). Pour revenir au manifeste des 121, j'interroge alors le président (non pas Mao, mais Lisowski) est-ce qu'il n'y a pas eu, si je ne me trompe, des écrivains polonais qui ont justement fait partie de cette contre-signature au moment du manifeste ?

GEORGES LISOWSKI :

Du manifeste, non, mais je l'ai personnellement colporté.

JEAN-PIERRE FAYE :

Si je ne me trompe, il y a eu une sorte de présence des écrivains polonais. Est-ce que tu crois qu'actuellement des écrivains polonais seraient prêts à apporter en quelque sorte leur aide propre à la parole des écrivains québécois, si elle se manifestait ?

GEORGES LISOWSKI :

Je pense que oui. Nous sommes assez réticents à signer des manifestes, non pas par peur, mais parce que nous n'estimons pas souvent avoir le droit de protester contre d'autres injustices quand il y en a chez nous qui se font sous nos yeux et dont nous sommes principalement responsables, et que ce n'est pas à nous autres de protester contre des choses qui se passent ailleurs, quand la rue n'est pas balayée devant notre porte. Mais je pense qu'il y aurait certainement un mouvement de solidarité, et nous tâcherons de faire en sorte que le problème québécois soit connu en Pologne.

JEAN-PIERRE FAYE :

Etant donné l'histoire polonaise, ses similitudes avec l'histoire québécoise, ça aurait un grand poids.

Je pose maintenant une question à Michèle Lalonde, et peut-être à Gaston Miron : est-ce qu'ils n'ont pas le sentiment que d'une certaine façon le peuple québécois est né dans ces jours d'octobre 1970 et dans la vague de répression et d'emprisonnements qui a ensuite déferlé, est-ce que ce n'est pas là une sorte d'accouchement historique ?

JACQUES GODBOUT :

Ça été une fausse couche, un avortement.

GASTON MIRON :

Non, le peuple québécois, comme je l'ai dit existait auparavant.

En 1760, quand nous avons été conquis par l'Angleterre et que la France se fut rapatriée (toute l'administration en fin de compte, toute l'élite, à toutes fins pratiques, se sont repliées sur la France), je crois que c'est à partir de là. Il y avait déjà des différences certaines, déjà ça faisait quand même 150 ans qu'il y avait une colonisation ici, et il y avait déjà une différence très marquée entre les coloniaux, si je puis ainsi parler, et les « canayens » comme on les appelait, et les Français. Parce que la plupart des Français, ceux qui n'étaient pas des colons, qui n'arrivaient pas à titre de colons, passaient dans la colonie, ils étaient envoyés aux colonies comme les gouverneurs, les administrateurs, etc., pour x temps et ils rentraient en France ensuite, et déjà les gouverneurs manifestaient beaucoup de doléances à l'endroit de « canayens » en disant : « Ils ne réagissent plus comme nous, ils ne sont plus tout à fait comme nous, ils ont un esprit différent, ils ont des conduites différentes, etc. »

Déjà il y avait des différences qui s'étaient sédimentées depuis 150 ans.

Mais c'est surtout dans le combat de 1760 à nos jours que le peuple québécois s'est formé, dès après la conquête vis-à-vis le nouvel occupant, il a dû se définir comme collectivité.

En 1774, nous étions 80,000 et les Anglais n'étaient que

3,000 encore, dans tout le Canada 3,000 seulement, et nous 80,000.

Il y a eu un certain nombre de jalons, comme ça, qui ont cristallisé une conscience nationale et je crois que le plus important ça a été, il y a eu l'Acte de Québec en 1774, où nous avons obtenu le rétablissement de l'espace français comme aire linguistique et comme aire de droit coutumier, et à cette époque-là, le rétablissement allait jusqu'aux Grands Lacs. C'était le Canada, et la charte de Québec, de 1774, je crois que c'est Georges III, il reconnaissait, donc, que c'était un territoire français, de langue française, et qu'on y aurait le droit coutumier français, c'est-à-dire le Code napoléon que nous avons toujours d'ailleurs.

ANDRÉ BROCHU :

Napoléon n'était pas encore né !

GASTON MIRON :

C'est-à-dire le droit français coutumier, après ça c'est devenu le Code Napoléon, excusez-moi. Je pensais à aujourd'hui, c'est qu'on l'appelle le Code Napoléon.

Alors, c'était le droit coutumier français ; il n'y avait que le droit criminel qui demeurait anglais et le ressortissant anglais du Canada avait droit de parler (d'après la charte de Québec) l'anglais devant les tribunaux ; on désignait un certain nombre d'autres endroits, au Parlement, enfin on désignait un certain nombre d'endroits ou de fonctions où on pouvait parler *anglais*.

Et justement un bill, une loi comme celle qu'on vient de passer, le bill 22, eh bien ! Justement, ça donne — ça n'avait jamais été fait avant — ça donne une extension à l'anglais. Ils acquièrent 14 nouveaux droits, d'après la charte de Québec. Alors, c'est terrible, c'est nous-mêmes qui le faisons, enfin, nous-mêmes, la classe...

Tout ça n'est possible que parce qu'il y a une classe qui vit en symbiose avec l'autre, moyennant intérêts et privilèges.

Alors, ça a été un premier pas, ensuite il y a eu...

GEORGES LISOWSKI :

Gaston, il est une heure et quart, on a quelques années devant nous pour résoudre ça.

GASTON MIRON :

Mais, on m'a posé la question : quand est-ce qu'on s'est formé comme peuple ? Je dis qu'il y a un certain nombre de jalons, ça, c'était le premier, sautons tout de suite à 1837, où se cristallise vraiment une conscience nationale et ensuite 1860 c'en est un autre, mais ce n'est pas en 1970 qu'on a accouché comme peuple.

JEAN-PIERRE FAYE :

C'est parce que c'était un *item* qui revenait toujours dans la conversation de ces derniers jours ; moi, je n'avais aucune conscience de ça il y a 8 jours. Et j'ai l'impression qu'il s'était passé là quelque chose, qui a cristallisé la conscience d'un peuple.

C'est tout ce que je voulais dire.

GEORGES LISOWSKI :

Il est évident que nous n'épuiserons pas le sujet, il est inépuisable.

Si les interventions se croisent d'un peu haut au début, peut-être qu'elles ont trouvé quand même, qu'elles se sentaient peut-être un peu mieux ces deux derniers jours.

Je ne crois pas (comme ce n'est ni un collègue ni un symposium), que nous ne devions rien résoudre. C'était une Rencontre, il y a eu rencontre.

Je pense qu'elle nous a apporté un bagage d'expériences assez prodigieuses, qui fait que nous autres reviendrons chez nous en Europe, en Afrique, profondément changés, je crois ; ébranlés dans nos convictions, nos préjugés, notre mauvaise foi et notre mauvaise conscience. Et vous, vous reviendrez à votre lutte quotidienne, à votre solitude et à votre solidarité qui cherchent, réconfortées peut-être par l'idée que l'ambiguïté n'est pas le lot exclusif des écrivains québécois, mais la condition fondamentale de tout écrivain qui traîne sa conscience malheureuse dans les réceptions officielles et les banquets, essayant de la noyer d'alcool. Je ne crois pas que ce soit une usurpation de ma qualité fortuite de président aujourd'hui que de vous remercier profondément en concluant ce débat.